

Les services marchands en 2024

Documents de travail

N°2025-14 - Juin 2025





Institut National de la Statistique et des Études Économiques

2025-14

Les services marchands en 2024

Division Commerce - Services

Juin 2025

Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises

Ce rapport a été rédigé par Karine Delamare, Mickaël Ramonet, Florent Royer, Fabien Soulé et Philippe Varrambier.

Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.

Les services marchands en 2024

Résumé

Les services marchands en 2024 : le ralentissement se poursuit, notamment du côté de la demande intérieure des entreprises

La croissance de la valeur ajoutée (VA) ralentit à nouveau légèrement en 2024, dans les services marchands comme dans l'ensemble de l'économie (+2,3 % en volume en 2024, après +2,8 % en 2023, pour les services marchands hors commerce, transports et entreposage, services financiers et d'assurance, enseignement, santé humaine et action sociale). Elle est au même niveau dans l'industrie-construction et un peu moins forte dans les services non marchands. En revanche, elle stagne dans l'ensemble commerce-transports-services financiers et chute dans l'agriculture (-15 %) après de mauvaises récoltes. En valeur, c'est la VA des services marchands qui accroît le plus sa part dans le PIB en 2024. Cette part augmente pour la troisième année consécutive et représente désormais 37,5 % du PIB. A l'inverse la part de l'industrie-construction diminue nettement (-0,9 points).

L'activité et la VA des services marchands ralentissent en 2024 dans la majorité des activités, sous l'effet principalement de la contraction de la demande intérieure des entreprises et des administrations. Les activités des arts, spectacles et services récréatifs marchands sont particulièrement dynamiques en 2024, sous l'effet des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), tandis que les activités immobilières stagnent en volume en raison du marché immobilier qui reste en recul.

L'investissement en services marchands reste peu dynamique, notamment en raison de la crise du marché immobilier qui affecte l'investissement en droits de mutation, il ne progresse que dans les services d'ingénierie et de logiciels et bases de données.

La consommation des ménages en services progresse un peu plus fortement qu'en 2023 et rattrape la consommation des entreprises. Les échanges extérieurs poursuivent leur croissance depuis 2020. Le solde excédentaire des services s'élève à 14,1 Mrd€ et retrouve ses plus hauts niveaux de 2019 et 2021.

Market services in 2024

Abstract

Market services in 2024: the slowdown continues, especially in domestic business demand

Growth in value added (VA) slows again slightly in 2024, in market services as in the economy as a whole (+2.3% in 2024 after +2.8% in 2023, in volume terms, excluding trade, transport and warehousing, financial and insurance services, education, human health and social work). Growth is similar in industry-construction and slightly less strong in non-market services. On the other hand, value added stagnated in trade-transport-financial services and fell in agriculture (-15%) following poor harvests. In value terms, the share of market services in GDP increases for the third year running, and now represents 37.5% of GDP. Conversely, the share of industry-construction falls sharply (-0.9 points).

Activity and VA in market services slow down in 2024 in most activities, mainly due to the contraction in domestic demand from businesses and public authorities. Arts, entertainment and recreational services are particularly buoyant in 2024, due to the impact of the Olympic and Paralympic Games, while real estate activity stagnate in volume terms due to the continuing downturn in the property market.

Investment in market services remains sluggish, notably due to the crisis in the real estate market, which is affecting investment in transfer rights. It is growing only in engineering and software and database services.

Household consumption of services grows slightly more strongly than in 2023, catching up with business consumption. Foreign trade continues to grow since 2020. The surplus balance for services stands at €14.1 bn, returning to its highs of 2019 and 2021.

Avertissement

La comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise à cette fin le concept de **branche d'activité**. Une branche regroupe les entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branches est relativement stable dans le temps.

A contrario, l'approche en termes de **secteur d'activité** regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale), cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Ce rapport porte sur les comptes des seuls services marchands hors commerce, transports et entreposage, services financiers et d'assurance, santé humaine et action sociale (voir liste et nomenclature des services couverts en annexe 2)(1). Outre les ventes de services, la production comprend la production pour compte propre (par exemple les logiciels développés pour compte propre). En revanche, elle déduit les achats de biens achetés pour revente dans le cas des marchands de biens. Avec l'approche par branche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, solde extérieur des exportations et importations).

Les comptes sont établis au niveau des **62 branches d'activité** des services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes de la NAF 732 (nomenclature NAF rév2 de 2008 - voir annexe 2). Les données des branches sont calculées **hors toute TVA**. Elles sont ensuite agrégées pour les grandes branches (niveau A38). Les évolutions ainsi déterminées sont légèrement différentes de celles calculées directement à un niveau agrégé par voie économétrique et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux trimestriels.

Les résultats sont publiés en base 2020. En année courante, les résultats d'un compte annuel sont obtenus à partir des résultats de l'année précédente et de l'évolution observée. Un changement de base permet à la fois de revoir le niveau de l'année de base et la méthode d'estimation des comptes. Les changements méthodologiques et les impacts sur les comptes sont présentés sur www.insee.fr (2). Les principaux changements portent sur les services marchands de logiciels et bases de données, immobilier, recherche et développement.

Les résultats pour **2024** sont extraits du compte **provisoire**, ceux sur **2023** proviennent du compte **semi-définitif** et les données antérieures sont issues des comptes **définitifs**.

1. Le champ des services marchands couvert par ce rapport inclut l'activité de recherche et développement. Les données concernant la R&D ne sont toutefois pas détaillées dans les éclairages par branches en raison de l'incertitude affectant l'estimation de cette activité au compte provisoire.
2. Voir « Comptes nationaux annuels (base 2020) » parmi les sources statistiques sur www.insee.fr

Sommaire

VUE D'ENSEMBLE	9
Les services marchands en 2024 : le ralentissement se poursuit, notamment du côté de la demande intérieure des entreprises	9
Données de cadrage	16
ECLAIRAGE PAR BRANCHES	21
IZ : HÉBERGEMENT-RESTAURATION	22
La production en hébergement et restauration retrouve un rythme de croisière	22
JA : ÉDITION, PRODUCTION AUDIOVISUELLE ET DIFFUSION	24
En 2024, l'activité de l'édition, l'audiovisuel et la diffusion progresse plus faiblement que l'ensemble des services marchands, en raison du recul de la programmation et diffusion marchande	24
JB-JC : TÉLÉCOMMUNICATION, SERVICES INFORMATIQUES ET D'INFORMATION	26
La croissance se poursuit à un rythme soutenu depuis 2020	26
LZ : ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	28
Le recul de l'activité se poursuit pour les marchands de biens immobiliers et les agences immobilières, dans un contexte de crise immobilière	28
MA : ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	30
La croissance de la production des activités juridiques, comptables, de gestion et d'ingénierie ralentit pour la troisième année consécutive.	30
MC : AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	32
En 2024, la production se stabilise dans l'ensemble, avec un bon dynamisme de l'activité vétérinaire mais un recul dans d'autres branches.	32
NZ : ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	34
La production et les prix des activités administratives et de soutien restent dynamiques	34
RZ : ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	36
Les activités artistiques, culturelles et récréatives continuent leur croissance	36
SZ : AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES MARCHANDS	38
Faible croissance dans les services personnels marchands en 2024	38
ANNEXES	40
ANNEXE 1 : PRINCIPALES RÉVISIONS INTERVENUES SUR LES COMPTES DES BRANCHES DES SERVICES	40
ANNEXE 2 : NOMENCLATURES DES SERVICES MARCHANDS COUVERTS PAR CE RAPPORT	43

Les services marchands en 2024 : le ralentissement se poursuit, notamment du côté de la demande intérieure des entreprises

En 2024, la valeur ajoutée (VA) des services marchands (hors commerce, transports et entreposage, services financiers et d'assurance, enseignement, santé humaine et action sociale) continue à croître en volume mais ralentit légèrement (+2,3 % après +2,8 % en 2023). Cette croissance porte celle de l'ensemble de l'économie, avec un dynamisme proche de celui de l'ensemble industrie-construction, un peu plus fort que celui des services non marchands, nettement supérieur à celui de l'ensemble commerce-transport-services financiers, qui stagne, et de l'agriculture qui chute après de mauvaises récoltes (-15%). En valeur, la part de la branche des services marchands dans le PIB poursuit sa progression et atteint un point haut en 2024, à 37,5 %. A l'inverse la part de l'industrie-construction diminue nettement (-0,9 points).

Au sein des services marchands, la production et la VA ralentissent en 2024 dans la majorité des activités, sous l'effet principalement de la contraction de la demande intérieure des entreprises et des administrations. Les activités des arts, spectacles et services récréatifs marchands sont particulièrement dynamiques en 2024, sous l'effet des JOP, tandis que les activités immobilières stagnent en volume en raison du marasme du marché immobilier.

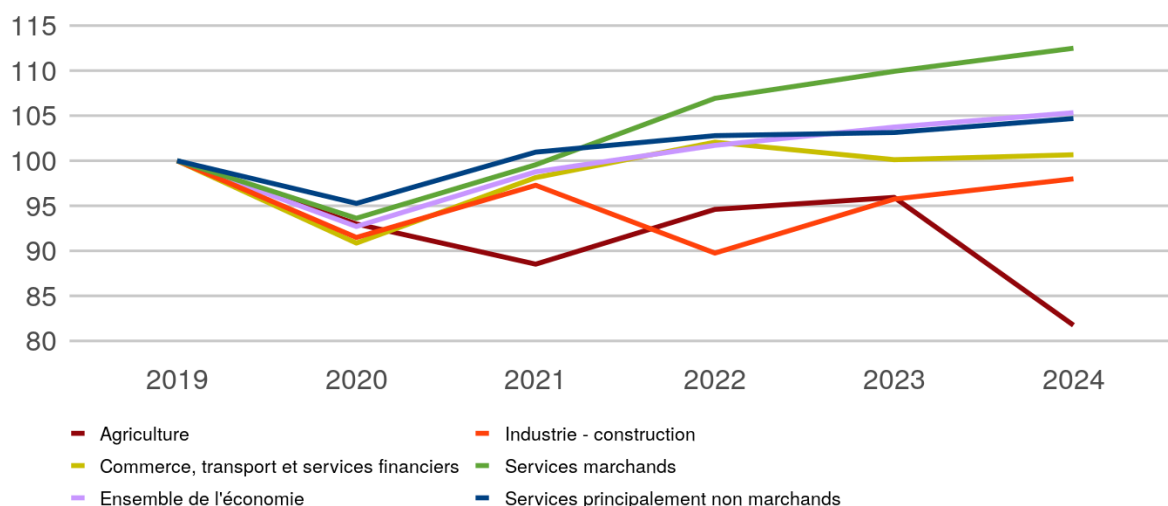
L'investissement en services marchands reste peu dynamique, notamment en raison de la crise du marché immobilier qui affecte l'investissement en droits de mutation, il ne progresse que dans les services d'ingénierie et de logiciels et bases de données. La consommation des ménages en services progresse un peu plus fortement qu'en 2023 et rattrape celle des entreprises. Les échanges extérieurs poursuivent leur croissance depuis 2020. Leur solde est excédentaire pour les services, et s'élève à 14,1 Mrd€. Il retrouve ses plus hauts niveaux de 2019 et 2021.

Les services marchands non financiers restent le premier moteur de la croissance du PIB

En 2024, la croissance de l'économie française (+1,5 %) se stabilise à un niveau proche de celui du début de la décennie précédente (+1,2 % en moyenne annuelle en volume entre 2010 et 2016), avant l'accélération qui a précédé la crise sanitaire. La branche des services marchands non financiers ralentit légèrement mais poursuit sa croissance (+2,3 %). Elle est la seule (avec les services principalement non marchands mais de façon bien plus forte) dont la valeur ajoutée dépasse significativement son niveau d'avant la crise sanitaire en volume, tirant l'ensemble de l'économie. La branche industrie-construction a retrouvé la croissance et suit une tendance parallèle à celle des services depuis 2022 sans cependant retrouver son niveau pré-covid, alors que le commerce

se stabilise à un niveau proche de 2019. Les services marchands non financiers restent les principaux créateurs de valeur ajoutée (VA) dans l'économie française, leur part dans le PIB progressant sans interruption depuis 2022 et atteignant son plus haut niveau historique avec 37,5 % en 2024 (soit 978 Mrd€). La part des services non marchands, deuxième contributeur au PIB, progresse également de 0,3 points après quatre années d'érosion. A l'inverse, la part de l'industrie-construction se contracte de 0,9 points, sous l'effet du ralentissement de la production d'immobilier neuf. Celle du commerce, transport, services financiers se stabilise à 17,0 % avec la fin de la hausse des taux d'intérêt qui avait fortement érodé les marges des établissements bancaires en 2023. La part de l'agriculture baisse à nouveau (-0,2 point)(figure 1).

Figure 1 : Evolution de la VA des grandes branches d'activité



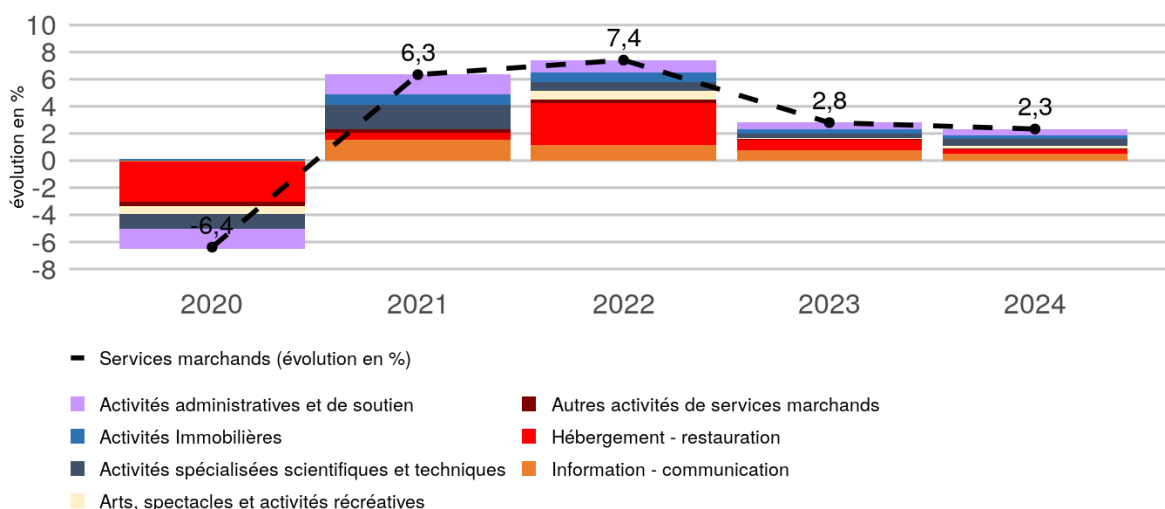
Lecture : En 2024, la valeur ajoutée des services marchands progresse de 2,3 % en volume ; elle augmente de 12,5 % par rapport à 2019.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

La croissance en volume de la VA ralentit dans la plupart des branches des services marchands. Au sein de cet ensemble, ce sont les services d'information-communication qui progressent le plus en 2024 (+3,3 %). Leur croissance ralentit malgré tout depuis 2021. Ils représentent un septième de la VA des services marchands et contribuent au cinquième de leur croissance. La VA des services aux entreprises progresse de 2,9 %. Les activités de services administratives et de soutien et les activités spécialisées, scientifiques et techniques marchandes devancent même l'information communication en termes de contribution à la croissance (avec une croissance de +2,8% et une part de 39,6 % dans la VA

des services marchands). S'agissant des services aux ménages, la croissance de la VA est bien inférieure (+1,6 %). La progression de la VA ralentit encore dans l'immobilier, et atteint un niveau très faible (+0,6 % après +0,8 % en 2023). Elle se limite à 5,5 % depuis 2019. Les services des arts, spectacles et activités récréatives marchands se distinguent par une forte croissance en 2024 (+14,8 %), en particulier dans les activités sportives en raison des JOP qui en fait l'activité où la VA a le plus progressé en 5 ans (+33,2 %). Mais leur poids reste limité dans l'économie et ils ne contribuent qu'au dixième de la hausse de la VA des services marchands en 2024.

Figure 2 : Valeur ajoutée des services marchands (évolution en % et contributions en points)



Lecture : En 2024, la valeur ajoutée des services marchands augmente de 2,3 % en volume ; les services d'information et communication contribuent pour 0,5 point à cette évolution.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Côté offre, le ralentissement de la production de services marchands se poursuit

Comme la VA, la production de services marchands poursuit sa hausse en volume (+2,9 %) mais ralentit par rapport à 2023 (+3,7 %). Ce ralentissement de la croissance de la production provient en grande partie des services d'information-communication (+3,4 % après +6,0 %), ce qui suggère que la phase d'accélération de la numérisation de la société observée à la faveur de la crise Covid s'achèverait et que le développement des services liés à l'intelligence artificielle ne suffirait pas à maintenir le dynamisme de l'activité des acteurs français de la branche.

La production des services aux entreprises¹ reste la principale composante de la production de services marchands (43,9 %, contre 38,1 % pour les services aux ménages et 18,0 % pour l'IC). Elle croît à la même vitesse que les services d'information-communication et contribue à la moitié de la hausse de la production de services marchands en 2024. Depuis 2019, sa hausse est deux fois plus forte que celle des services aux ménages. La production ralentit pour les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (+3,4 % après +4,0 %), notamment les activités de

design (+0,0 % après +13,2 %) et les activités des sièges sociaux (+2,9 % après +5,6 %). Le ralentissement est moindre dans l'ensemble des activités de services administratifs et de soutien (+3,5 % après +3,8 %), où les plus fortes hausses de production en volume en 2024 concernent, comme en 2023, la location et location bail de propriété intellectuelle (+10,1 %), l'organisation de salons professionnels et congrès (+9,8 %) et les autres services de réservation et activités liées (+8,6 %) et plus exceptionnellement en 2024 les activités administratives (+10,3 %). A l'inverse, la production de services des agences de voyage et voyagistes chute (-11,1 % après +16,7 % en 2023).

Compte tenu de leur poids économique et des évolutions précédentes, les activités qui contribuent le plus à la hausse de la production en volume sont celles des sièges sociaux et conseil de gestion (+8,1 Md€ contre +10,1 Md€ en 2023) et la location et location-bail (+7,5 Md€ contre 5,4 Md€ en 2023). A l'opposé, la production des activités liées à l'emploi se distingue avec une baisse de 1,3 Md€ en volume, conséquence de la baisse du recours à l'intérim, et la production des agences de voyage et voyagistes recule de 0,7 Md€.

¹ Les services aux entreprises englobent les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités administratives et de soutien. Pour chacune de ces deux regroupements d'activités, les consommations intermédiaires présentent plus de 87 % de la demande intérieure.

C'est dans les services aux ménages² que la croissance de la production est la plus faible (+2,0 %) pour la deuxième année consécutive. Celle de l'hébergement-restauration prend un rythme proche de la moyenne des services marchands (+2,5 %), après un fort effet de rattrapage en sortie de crise sanitaire. Les activités immobilières progressent plus modérément (+1,1 %) grâce à la croissance des services de gestion qui compense la baisse des activités de transactions. Comme pour la VA, la production des arts, spectacles et activités récréatives marchands se distingue par une croissance particulièrement forte (+12,5 %).

Reflux amorcé côté prix, mais le renchérissement des services marchands dépasse l'inflation

La hausse des prix de production reste supérieure à 2 % pour la troisième année consécutive. Malgré un léger reflux en 2024, elle dépasse désormais l'inflation. Après trois ans de hausse plus marquée, les prix des services aux entreprises augmentent moins que ceux des services aux ménages en 2024 (respectivement +2,1 % et +2,3%). La hausse des prix est encore plus modérée dans les services d'information-communication (+1,6 %), mais accélère pour la quatrième année consécutive après huit années de baisse.

Les prix de la plupart des services augmentent de façon modérée, entre 1 % et 4 %. Les prix des activités des agences de voyage et voyagistes se distinguent par une hausse de 14,0 %, ainsi que la programmation et diffusion marchandes (+7,0 %) et les terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs (+5,2 %). A l'opposé, les prix sont en baisse pour l'édition de livres, périodiques, et autres activités d'édition et de jeux électroniques (-1,0 %), les agences immobilières (-0,7 %) et surtout l'organisation de jeux de hasard et d'argent (-8,7 %).

Depuis 2019, la hausse cumulée des prix des services marchands atteint 9,1 % avec des écarts importants entre les branches de services. L'augmentation la plus forte concerne les activités des agences de voyage et voyagistes (+55,7 %), elle est deux fois moins importante pour les régies publicitaires de médias (+27,8 %) et les activités photographiques (+25,6 %). La hausse ne dépasse pas 20 % pour les autres activités. Les prix des activités liées au numérique sont même en baisse grâce à l'amélioration régulière des performances techniques. Ainsi, les prix reculent pour les services de télécommunications (-5,9 %), l'édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de

jeux électroniques (-2,2 %), les autres services de réservation et activités liées au tourisme (-1,6 %), les activités spécialisées de design (-1,6 %) et les services de distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision (-1,1 %).

La demande intérieure de services marchands par les entreprises ralentit, notamment faute de reprise de l'investissement

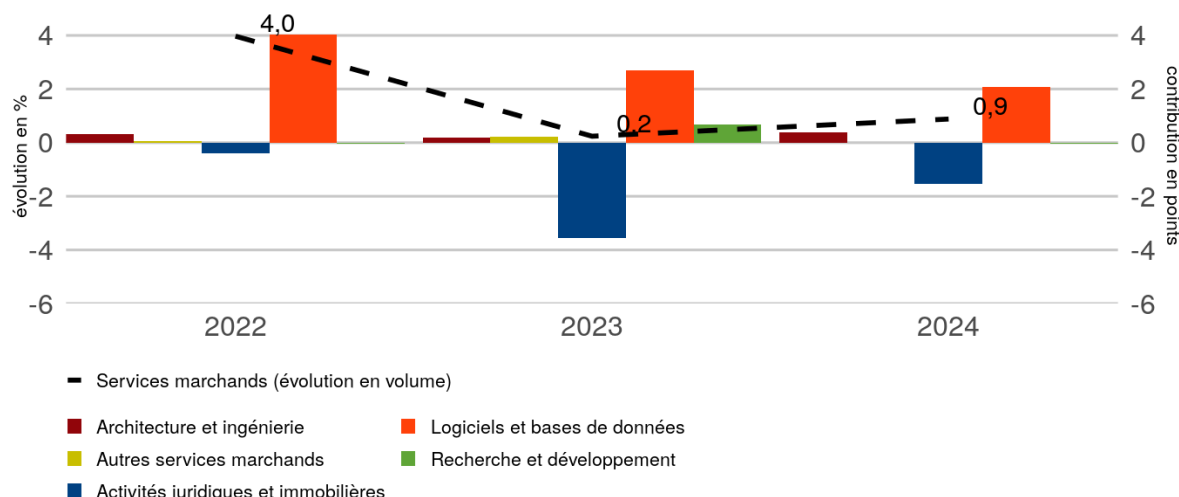
En 2024, la demande intérieure en services marchands continue de progresser en volume mais moins fortement que les années précédentes (figure 4 des données de cadrage). Elle est composée pour plus de la moitié par la consommation intermédiaire des entreprises et des administrations, qui ralentit nettement par rapport à 2023 (+2,5 % en volume, après +5,1 %). Les consommations intermédiaires ralentissent à la fois pour les services de communication et pour les services aux entreprises, notamment les activités spécialisées, scientifiques et techniques.

L'investissement est la composante la moins dynamique de la demande intérieure en services marchands pour la troisième année consécutive. Il n'en représente plus que 10,9 % contre 12,2 % en 2021. Cet investissement est réalisé pour plus de 71 % par les entreprises non financières, part en hausse de 5 points depuis 2019. La part des administrations est stable autour de 8 % tandis que celle des ménages est passée sous les 15 % alors qu'elle avoisinait 20 % jusqu'en 2022. Le recul des transactions immobilières a pesé sur leur investissement en services juridiques à travers les droits de mutation à titre onéreux versés aux notaires.

Les activités de logiciels et bases de données concentrent 49,9 % de l'investissement en services marchands. Cette part progresse régulièrement, de 7,5 points depuis 2019, portée par l'essor des portails internet et l'hébergement de données. La vente de ces services numériques pour un motif d'investissement progresse de 4,3 % en volume en 2024 et de 36,8 % sur 5 ans. L'investissement en services d'architecture et d'ingénierie augmente également, tandis qu'il poursuit sa chute pour les activités juridiques et immobilières, avec la poursuite de la contraction du nombre de transactions immobilières. Il diminue légèrement pour les autres services, dont la R&D marchande. Depuis 2019, l'investissement en R&D ne s'est accru que de 2,9 % en volume. Sa part dans l'investissement en services marchands se stabilise à 16 % après plusieurs années de baisse (figure 3).

²Les services aux ménages englobent l'hébergement-restauration, les activités immobilières, les activités récréatives et les « autres activités de services marchands ». Au sein de chacun de ces quatre regroupements d'activités, la consommation des ménages représente plus de 68 % de la demande intérieure.

Figure 3 : Investissement (évolution en volume et contributions)



Source : Insee, comptes des services, base 2020

La consommation des ménages en loisirs ne faiblit pas

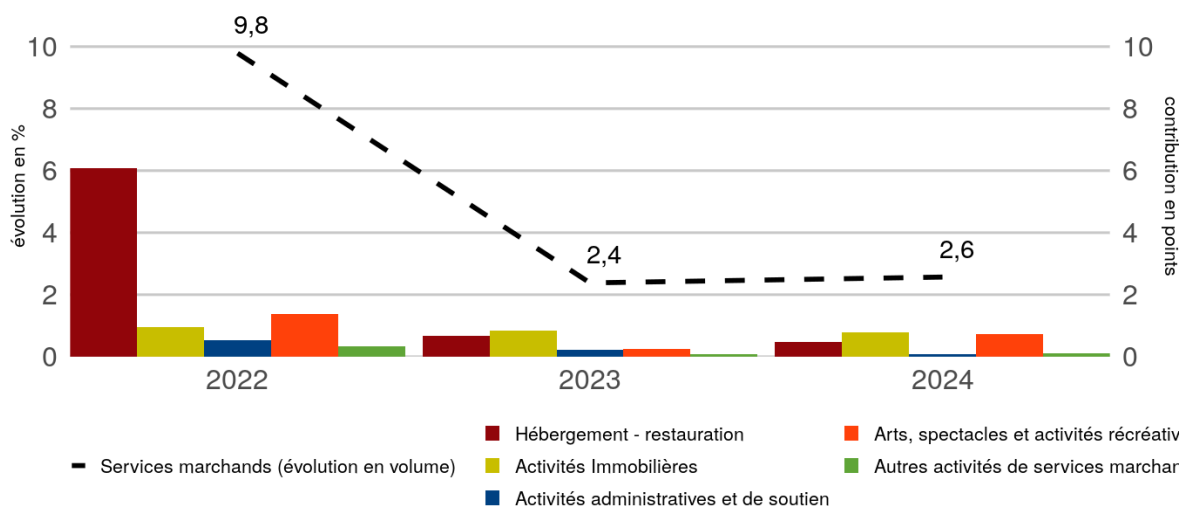
La consommation des ménages en services marchands continue de croître à un rythme relativement soutenu (+2,6 % en 2024 après +2,4 % en 2023, figure 4). Alors qu'elle progressait moins vite que la consommation intermédiaire des entreprises et administrations depuis plusieurs années, la consommation des ménages est aussi dynamique en 2024. Sa part se stabilise ainsi à 33,0 % de la demande intérieure. Les loyers (réels et imputés) représentent plus de la moitié de la consommation des ménages en services marchands non financiers. Ils sont les premiers contributeurs à la hausse de la consommation des ménages, juste devant les arts, spectacles et activités récréatives, qui ne représentent pourtant que 5,7 % de la consommation des ménages. Après avoir été le premier contributeur de la hausse de la consommation des ménages en services de 2020 à 2022, l'hébergement-restauration est désormais le troisième.

En 2024, la consommation des ménages en activités liées au sport bondit de 29,6 %. Les JOP de Paris en 2024 ont notamment favorisé cette progression. Sont également particulièrement dynamiques, avec des hausses de plus de 10 % en volume, l'édition de logiciels (+21,7 %), et les jeux de hasard et d'argent (+14,8 %), en particulier les paris sportifs. La progression est forte également pour la location et

location-bail de voitures (+13,5 %) ou le recours aux autres services personnels. A l'inverse, la consommation en services des agences de voyages et voyagistes chute de 7,9 % et celle des agences immobilières de 6,6 %. De façon moins marquée, les ménages réduisent leur consommation en services photographiques, services funéraires et bibliothèques, musée et autres activités culturelles de 2 à 3 % en 2024.

Depuis 2019, la structure de la consommation des ménages évolue principalement au profit des nouvelles technologies et des loisirs. Ainsi, la hausse la plus importante porte sur la consommation en autres éditions de logiciels, principalement du fait d'une hausse de la consommation en jeux vidéos sur support physique ou en ligne (+157 % en volume entre 2019 et 2024). La consommation des services liés à l'emploi a progressé de 72 % avec le développement du soutien scolaire et autres services à domicile. Les ménages ont également accru leur consommation de moitié en cinq ans dans les services de salons et congrès, l'hébergement de données et les portails internet, l'enregistrement sonore et l'édition musicale ou les activités liées au sport. Sur la même période, leur consommation d'autres services diminue structurellement comme la distribution de films, vidéos et programmes télé (-18 %), les agences de voyages et voyagistes (-16 %) ou de façon moins marquée la coiffure (-3 %).

Figure 4 : Consommation des ménages (évolution en volume et contributions)



Source : Insee, comptes des services, base 2020

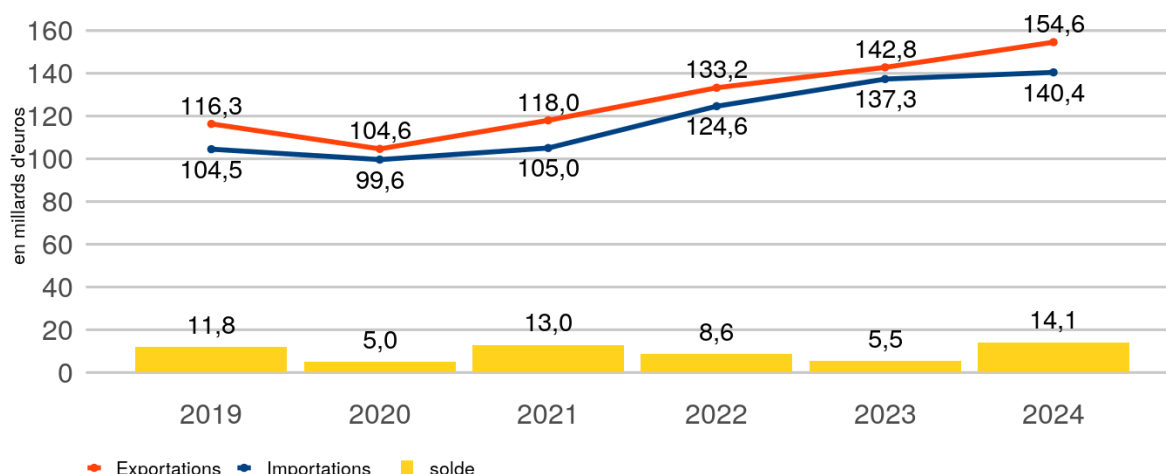
Le solde des échanges extérieurs de services marchands à son plus haut niveau depuis 2019

Les échanges avec l'étranger alimentent l'offre de produits sur le marché français (via les importations) en complément de la production française, alors que la demande étrangère contribue à la demande adressée aux branches des services marchands (via les exportations). Le solde extérieur est la résultante de ces deux flux. Les échanges extérieurs de services marchands ne cessent de progresser depuis 2021. Les exportations croissent de 6,6 % en volume en 2024, sensiblement comme les années précédentes. Pour la deuxième année consécutive, les exportations d'arts, spectacles et activités récréatives marchands reculent fortement (-8,4 % en volume) tandis que celles de l'édition, production audiovisuelle et diffusion maintiennent leur très forte croissance (+22,4 %). Les importations en revanche marquent le pas avec une progression limitée à +0,7 % en volume. Les importations de services d'agences de publicité, de conseil de gestion et d'activités juridiques augmentent nettement alors que celles de programmation, conseil et autres activités informatiques et de soutien aux entreprises diminuent. Au total, le solde s'accroît donc fortement pour atteindre le niveau historique de +14,1 Md€.

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques marchandes représentent près de la moitié des

services marchands importés et exportés. Il s'agit principalement de services de conseil de gestion. Elles contribuent à hauteur de 3,8 Md€ à l'excédent commercial des services marchands. Les activités administratives et de soutien, notamment celles fournies au sein des groupes ou des réseaux, sont les deuxièmes services les plus échangés, pour près du tiers des exportations et un quart des importations. Comme en 2023, ce sont aussi ceux qui contribuent le plus au solde extérieur positif avec 10,6 Md€ d'excédent. Les services d'information-communication sont les troisièmes services marchands les plus échangés, pour près d'un quart des importations et un peu plus d'un cinquième des exportations. Ils participent au déficit commercial à hauteur de 1,5 Md€, mais ce solde s'améliore nettement en 2024, avec en particulier un excédent inédit dans les services de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, qui pourrait être lié à la vente des images des JO de Paris. Les échanges extérieurs de services d'arts, spectacles et activités récréatives marchands, historiquement excédentaires, sont légèrement déficitaires en 2024. Avec un déficit de 2,9 Md€, les services de publicité et études de marché dégradent le solde commercial. Les autres activités de services marchands représentent environ 2 % des échanges mais contribuent significativement à l'excédent, pour 1,3 Md€ en 2024.

Figure 5 : Les échanges extérieurs de services



Lecture : En 2024, les importations de services s'élèvent à 140,4 milliards d'euros. L'excédent commercial sur les services s'élève à 14,1 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

La progression de l'emploi marque le pas dans les services marchands comme dans l'ensemble de l'économie

Avec une hausse de 49 000 ETP, les services marchands contribuent en 2024 à plus du quart de la hausse des emplois dans l'économie. Leur contribution recule par rapport aux trois années précédentes, durant lesquelles elle dépassait la moitié des emplois créés. En 2024, l'emploi progresse de 0,6 % dans les services marchands comme dans l'ensemble de l'économie. La hausse est trois fois plus soutenue dans l'hébergement-restauration. Cette branche d'activité devient ainsi le principal contributeur à la hausse de l'emploi dans les services avec +24 000 ETP, dépassant les activités spécialisées, scientifiques et techniques, administratives et de soutien, où l'emploi n'augmente que de 0,4 % en 2024. L'emploi progresse également faiblement dans l'information-communication, de 0,5 %, alors qu'elle était la plus dynamique depuis 2019. Les activités immobilières sont cependant les seules à perdre de l'emploi sous l'effet de la réduction des transactions immobilières. Au total, la croissance de l'emploi (salariés y compris intérim et non-salariés) en ETP dans les services marchands est inférieure à la croissance de la VA en volume de 1,7 points.

Dans l'ensemble des services marchands, l'emploi non salarié continue de progresser fortement (+2,8 %). Avec 38 000 ETP supplémentaires, il devient le principal moteur de l'emploi en 2024, loin devant l'emploi salarié, alors qu'il ne représente que 17,5 % de l'emploi total des services marchands. Il progresse deux fois plus vite que l'emploi salarié depuis 2019. La moitié de la hausse se concentre dans les métiers des activités spécialisées, scientifiques et techniques, administratives et de soutien. L'emploi s'y exerce

souvent dans des petites entreprises, en tant que profession libérale ou dirigeant non salarié.

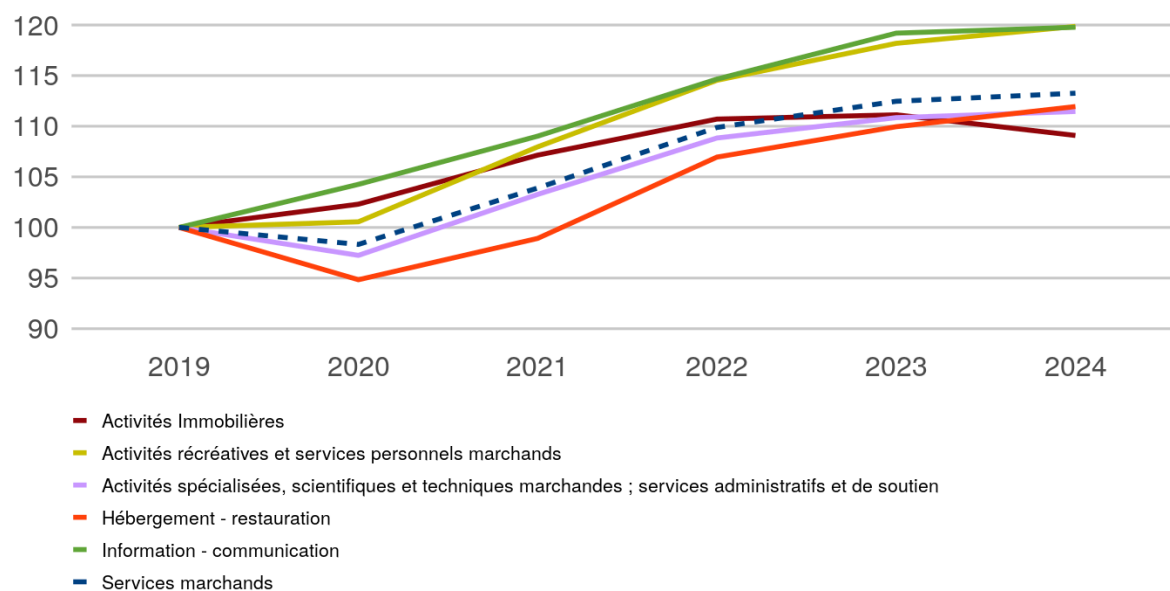
L'emploi salarié (y compris intérim) progresse quant à lui de 19 000 ETP dans les métiers de l'hébergement-restauration et de près de 4 000 ETP dans les activités créatives et services personnels. Il diminue en revanche dans les services d'information-communication (-0,3 %) et surtout les services immobiliers (-2,4 %). Dans ces résultats, l'emploi intérimaire est classé dans les activités de soutien indépendamment des missions exercées, qui peuvent l'être dans des entreprises ou branches d'entreprises ne relevant pas d'activités de services.

Selon la DARES³, l'emploi salarié hors intérim dans les secteurs des services marchands progresse de 0,2 % (+19 000 personnes physiques) entre le dernier trimestre 2023 et le dernier trimestre 2024, principalement grâce à l'hébergement-restauration et aux activités spécialisées, scientifiques et techniques, administratives et de soutien, tandis qu'il diminue légèrement dans l'information-communication et plus fortement dans les services immobiliers (-3,5 % en personnes physiques).

Toujours selon la DARES, fin 2024, 18,1 % de l'activité intérimaire en ETP s'exerce dans les services principalement marchands. Le volume d'emploi intérimaire total est en fort recul pour la deuxième année consécutive, de 6,4 % sur l'année, principalement dans l'industrie et la construction. L'emploi y baisse respectivement de 20 000 et 10 000 ETP entre fin 2023 et fin 2024. La baisse touche quasiment tous les secteurs, sauf les industries agroalimentaires. Dans les services marchands, la baisse de l'intérim la plus forte concerne les activités d'information-communication (-16,6 % en ETP).

³<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/lemploi-interimaire-toujours-en-recul-au-4e-trimestre-2024>

Figure 6 : Emploi dans les services marchands

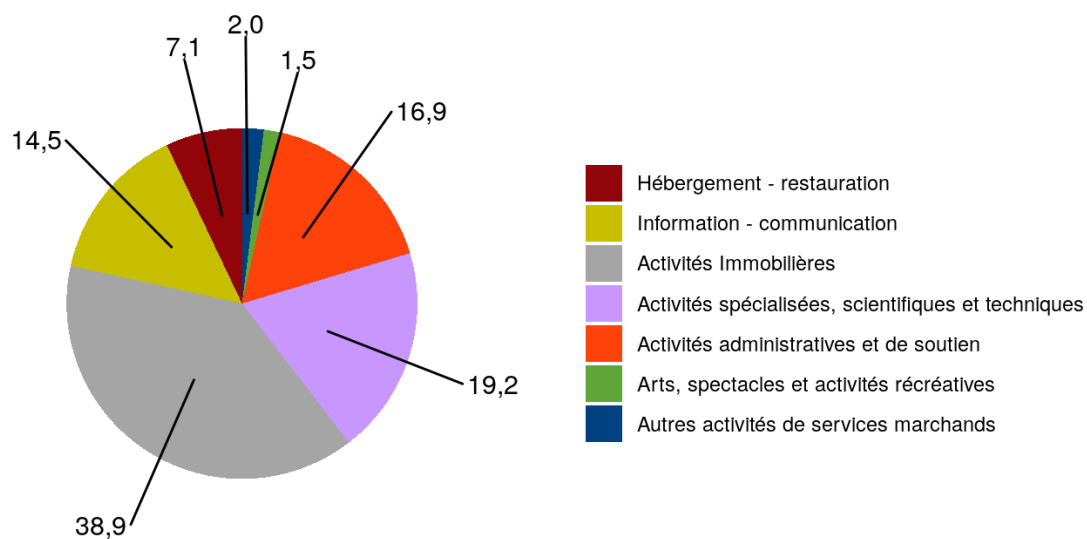


Lecture : En 2024, l'emploi dans les services marchands en équivalent temps plein progresse de 0,6 % ; il progresse de 13,2 % par rapport à 2019.

Source : Insee, estimations d'emplois dans les comptes nationaux, base 2020

Données de cadrage

Figure 1 : Répartition de la valeur ajoutée des services marchands en 2024 (en %)



Source : Insee, comptes des services, base 2020

Figure 2 : Valeur ajoutée des services marchands en 2024

	Service marchands ¹	Part dans l'économie ²
Valeur ajoutée	978,1	37,5%

¹ En milliards d'euros

² La part dans l'économie correspond ici à la part dans la valeur ajoutée totale (tous secteurs)

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Figure 3 : Production hors taxe des branches des services marchands

	2022	2023	2024
Hébergement - restauration	130,7	145,7	153,6
Information - communication	272,8	292,7	307,6
Activités Immobilières	398,4	407,9	421,2
Activités spécialisées scientifiques et techniques	381,8	408,0	428,7
Activités administratives et de soutien	275,4	299,2	318,2
Arts, spectacles et activités récréatives	29,7	34,0	38,7
Autres activités de services marchands	30,9	32,9	34,2
Services	1 519,7	1 620,5	1 702,2

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Figure 4 : Offre et demande de services marchands

	Montant en 2024 ¹	Evolution (en %)					
		2022		2023		2024	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production	1 702,2	9,6	2,6	3,7	2,8	2,9	2,1
Importations	140,4	14,6	3,5	6,9	3,1	0,7	1,6
Exportations	154,6	8,9	3,7	3,3	3,8	6,6	1,5
Demande intérieure, dont :	1 688,1	10,1	2,6	4,0	2,7	2,4	2,1
<i>consommation finale</i>	572,8	9,4	2,0	2,2	2,8	2,5	2,1
<i>dont consommation des ménages</i>	557,3	9,8	2,0	2,4	2,8	2,6	2,1
<i>consommation intermédiaire</i>	960,9	11,5	2,9	5,1	2,8	2,5	2,1
<i>formation brute de capital fixe (Investissement)</i>	183,9	4,0	3,3	0,2	2,1	0,9	1,3

¹ En milliards d'euros

Lecture : En 2024, la production des services marchands s'élève à 1702,2 milliards d'euros HT, elle augmente de 2,9% en volume et de 2,1 % en prix.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Figure 5 : Opérations internationales, évolution des échanges par branche des services

	Evolution en %					Montant 2024 ¹
	2020	2021	2022	2023	2024	
Exportations						
Hébergement - restauration	-	-	-	-	-	
Information - communication	-5,8	17,3	10,4	6,7	6,8	33,0
Activités Immobilières	-	-	-	-	-	-
Activités spécialisées scientifiques et techniques	-4,3	11,2	9,9	2,8	9,0	69,6
Activités administratives et de soutien	-16,1	8,9	6,6	0,0	4,0	46,8
Arts, spectacles et activités récréatives	-31,0	62,8	20,6	-9,0	-8,4	1,6
Autres activités de services marchands	-43,9	6,7	1,6	47,2	1,2	3,4
Services	-10,1	12,1	8,9	3,3	6,6	154,6
Importations						
Hébergement - restauration	-	-	-	-	-	-
Information - communication	8,7	0,7	19,2	3,0	-2,9	34,6
Activités Immobilières	-	-	-	-	-	-
Activités spécialisées scientifiques et techniques	-6,0	4,0	15,5	16,7	4,3	65,8
Activités administratives et de soutien	-12,6	7,3	10,1	-4,2	-2,8	36,2
Arts, spectacles et activités récréatives	-1,6	92,1	-9,8	14,2	19,4	1,7
Autres activités de services marchands	-34,1	2,1	17,1	21,7	-0,1	2,1
Services	-5,0	4,6	14,6	6,9	0,7	140,4

¹ En milliards d'euros

N.B. : La consommation des résidents à l'étrangers en services d'hébergement et restauration n'est pas comptée en exportation, celle des résidents nationaux à l'étranger n'est pas comptée en importation. Ces montants sont calculés globalement mais pas ventilés par produit.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Sources

Le compte de l'année 2023 est semi-définitif et celui de 2024 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois hors TVA réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions de la production, de la consommation, de l'investissement ainsi déterminées pour les produits peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2024 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques et sont en outre diffusés en intégrant la TVA. Les comptes de branches présentés ici n'intègrent en revanche pas la TVA.

Définitions

Dans cette publication, les services marchands non financiers correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de l'information et communication, de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). Les données relatives à l'emploi se rapportent également aux services marchands non financiers.

La production dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats associés aux activités de commerce et d'intermédiaire (par exemple les achats immobiliers pour les marchands de biens). Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en branches, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production du « produit » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes. L'évolution de la production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Bibliographie

Jean-Cyprien Héam, Benjamin Quévat « Les comptes de la Nation en 2024 : Le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat des ménages accélère », Insee Première n° 2053, mai 2025.

Paul-Antoine Beretti, Julia Cuvilliez « La consommation des ménages en 2024 », Insee Première n° 2056, juin 2025.

« Commerce extérieur de la France - rapport annuel 2025 », DG Trésor, Douanes et Banque de France, février 2025

Eclairage par branches

La production en hébergement et restauration retrouve un rythme de croisière

La production de services d'hébergement et de restauration continue de croître mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes. Elle progresse moins en volume que l'ensemble des services marchands en 2024, comme depuis 2019. Les prix des services d'hébergement et de restauration au contraire augmentent plus fortement que ceux de l'ensemble des services pour la cinquième année consécutive.

La production de l'ensemble des **activités d'hébergement** progresse en 2024 de 2,6 % en volume, après trois années de forte croissance. L'augmentation de la production depuis 2019 (+13,7 %) est cependant inférieure de 5 points à celle de l'ensemble des services marchands. Les prix continuent d'augmenter (+2,8 %), mais à un rythme nettement ralenti par rapport au pic de 2022 (+7,7 %). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* croît de 1,9 % en volume. Cette hausse découle principalement d'effets de gamme : la fréquentation dans les hôtels 4 et 5 étoiles, exprimée en nombre de nuitées, est en hausse mais la fréquentation totale dans les hébergements collectifs touristiques hors campings est inférieure de 1,1 % à son niveau de 2023. Après un bon premier trimestre 2024, les deuxième et troisième trimestres ont marqué une baisse par rapport à 2023, puis l'activité s'est à nouveau redressée en fin d'année 2024.

Au premier trimestre 2024, la fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques hors campings, exprimée en nombre de nuitées, est supérieure de 2,1 % à son niveau du premier trimestre 2023. Cette hausse est due à l'augmentation de la fréquentation à la fois dans les hôtels (+1,2 %) et dans les autres hébergements collectifs de tourisme (+4,1 %). La fréquentation de la clientèle non résidente dans les hôtels augmente plus fortement (+6,1 %). En particulier, la fréquentation des touristes chinois a doublé, passant de 160 000 à 320 000, même si elle reste très en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire. En revanche, au deuxième trimestre 2024, la fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques hors campings est inférieure de 4,0 % à son niveau du deuxième trimestre 2023. De même, au troisième trimestre 2024, la fréquentation diminue de 1,7 % par rapport au troisième trimestre 2023. Cette baisse concerne aussi bien les autres hébergements collectifs de tourisme (-3,9 %) que les hôtels (-2,7 %). La fréquentation est quasi stable dans les campings (-0,3 %). Malgré les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, la fréquentation des hébergements collectifs de tourisme en Île-de-France est en repli sur l'ensemble du trimestre. Comme au premier trimestre, au quatrième trimestre 2024, la fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques hors campings est en hausse par rapport au même trimestre de l'année 2023 (+3,2 %).

La production des *terrains de campings et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs* progresse de 2,9 % en 2024 en volume, avec des prix en hausse de 5,2 %.

Contrairement aux autres formes d'hébergement, les prix et les volumes accélèrent en 2024. La hausse des volumes d'activité de la branche traduit une montée en gamme des services rendus. Le nombre total de nuitées dans les campings diminue de 0,3 % en 2024 mais la fréquentation des campings classés 4 et 5 étoiles progressent encore en 2024 (+1,2 %). La progression continue des campings haut de gamme traduit une préférence marquée des vacanciers pour des hébergements plus confortables et mieux équipés. À l'inverse, la fréquentation des campings classés 1 et 2 étoiles poursuit son recul (-8,7 %).

Les *hébergements divers* (foyers, internats, résidences d'étudiants) se distinguent avec une production en forte hausse (+10,4 % en volume) pour la troisième année consécutive, et des prix qui progressent moins que ceux de l'ensemble des services, en 2024 comme depuis 2019.

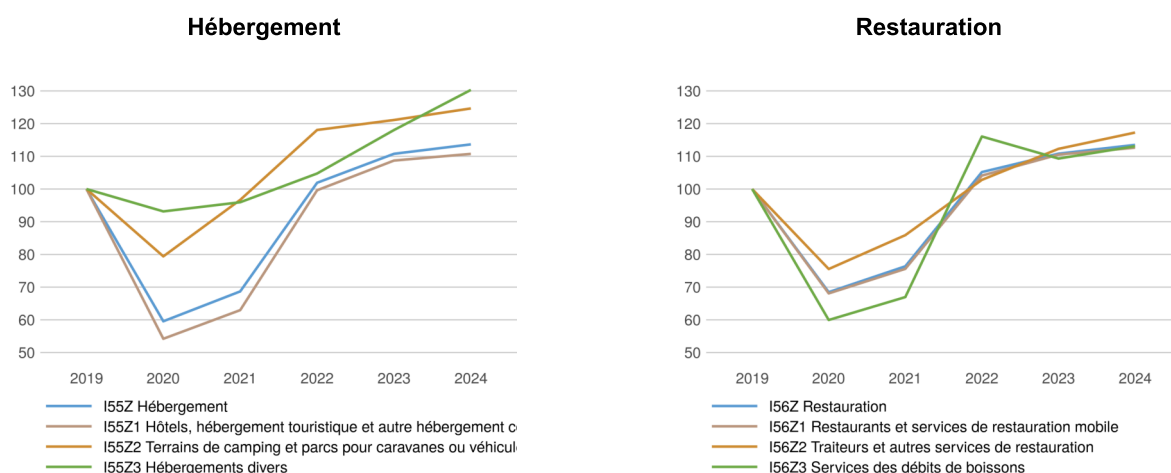
En 2024, la production des **activités de restauration** ralentit ; elle progresse de 2,4 % en volume, après 5,4 % en 2023. Les prix progressent de 3,0 %, après une hausse marquée en 2023 (+5,7 %). Depuis 2019, les prix de la branche croissent plus que ceux de l'ensemble des services marchands. Les restaurateurs ont notamment été affectés par la forte inflation alimentaire en 2022 et 2023. En volume, la branche croît moins que l'ensemble des services marchands sur cinq ans.

Les activités de *restaurants et services de restauration mobile* représentent les trois quarts de la production de la branche restauration. Elles marquent un net ralentissement en 2024 avec une progression de 1,9 % en volume (après +6,2 %) et de 3,1 % en prix (après +6,1 %). Sur cinq ans, les prix augmentent presque deux fois plus que ceux de l'ensemble des services marchands (+17,7 % contre +9,1 %).

La production en volume des *traiteurs et autres services de restauration* progresse de 4,4 % en 2024, avec des prix en hausse de 2,7 %. Depuis 2019, la production croît comme l'ensemble des services marchands, mais la hausse des prix reste beaucoup plus modérée que pour les activités des restaurants (+6,4 %) et inférieure à l'ensemble des services marchands.

La production des *débits de boissons* croît de 3,5 % en volume 2024. Les prix sont en hausse 2,8 %. En dépit de cette bonne performance en 2024, cette branche croît moins que l'ensemble des services marchands depuis 2019 (respectivement +13,1 % et +18,2 % en volume).

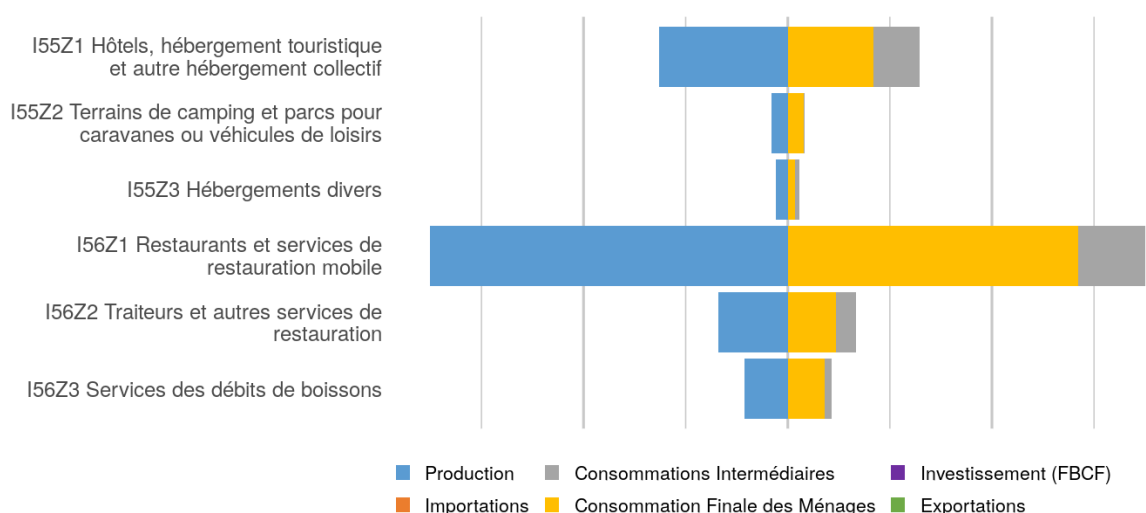
Production en volume d'hébergement-restauration (indice 100 en 2019)



La production d'hébergement-restauration

	Montant 2024 (en million €)	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		2022	2023	2024	2022	2023	2024
I55Z Hébergement	38 365	48,4	8,7	2,6	7,7	3,1	2,8
I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	31 465	58,2	9,1	1,9	9,1	3,0	2,5
I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	3 929	22,1	2,6	2,9	2,4	5,0	5,2
I55Z3 Hébergements divers	2 971	9,2	12,7	10,4	0,7	1,8	1,9
I56Z Restauration	115 285	37,7	5,4	2,4	3,8	5,7	3,0
I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile	87 542	37,7	6,2	1,9	4,0	6,1	3,1
I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration	17 089	19,7	9,2	4,4	3,5	4,0	2,7
I56Z3 Services des débits de boissons	10 654	73,4	-5,8	3,5	2,6	4,3	2,8

Les ressources et emplois en hébergement-restauration



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

JA : Édition, production audiovisuelle et diffusion

En 2024, l'activité de l'édition, l'audiovisuel et la diffusion progresse plus faiblement que l'ensemble des services marchands, en raison du recul de la programmation et diffusion marchande

La production des activités d'édition, d'audiovisuel et de diffusion atteint 68,2 milliards d'euros, en hausse de 1,4 % en volume, grâce notamment à la progression des activités d'édition. A l'inverse, les activités de programmation et la diffusion diminuent de 7,3 % en volume. Le prix de ces dernières continue d'augmenter plus vite que l'ensemble des services marchands. La vente des images des JOP permet de dégager un solde commercial positif pour les activités de production de films, vidéo et programmes TV, habituellement en déficit.

L'édition poursuit sa dynamique de croissance, avec une production qui atteint 37,7 milliards d'euros en 2024. C'est la quatrième année consécutive de hausse (+3,6 % après +3,3 % en 2023). Les prix de production continuent de progresser légèrement (+1,3 % en 2024), poursuivant une tendance observée depuis 2021.

Ces tendances globales recouvrent des réalités contrastées. Depuis 2019, dans la branche *livres, périodiques et jeux électroniques*, les prix ont reculé (-2,2 %), tandis qu'ils ont progressé de 9,7 % dans la branche *éditions de logiciels*. Cette dernière affiche également une dynamique bien plus marquée en volume. Depuis 2019, son volume de production a bondi de 42,1 %, contre une hausse 2,5 % pour l'édition de livres, périodiques et jeux électroniques, et +18,1 % pour l'ensemble des services marchands.

Le dynamisme des exportations vient confirmer cette tendance. Depuis 2021, elles ne cessent de croître et ce mouvement est plus particulièrement porté par l'édition de logiciels, dont les exportations ont augmenté de 23,0 % en 2024, contre +8,9 % pour les livres, les périodiques et les autres activités d'édition.

Enfin, l'investissement dans les logiciels progresse fortement (+8,8 %), reflétant les efforts des entreprises, tous secteurs confondus, pour tirer bénéfice des innovations numériques. Ainsi, l'édition française est en pleine transformation. Si l'édition traditionnelle maintient sa production, c'est l'édition de logiciels qui tire la croissance du secteur, avec l'essor du numérique et la demande croissante de solutions logicielles.

En 2024, la production des activités de **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision – enregistrement sonore et édition musicale** augmente de 1,0 % en volume, après trois années de forte croissance post Covid.

La production de la branche *production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision* diminue de 2,3 % en volume. Selon le Centre national du cinéma (CNC), le nombre de films d'initiative française s'établit à 231, en baisse par rapport à 2023 (236 films) et 233 avant crise (moyenne 2017-2019). Les prix croissent de 2,2 %.

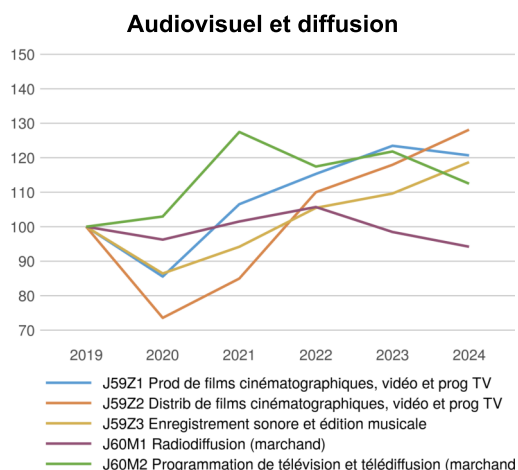
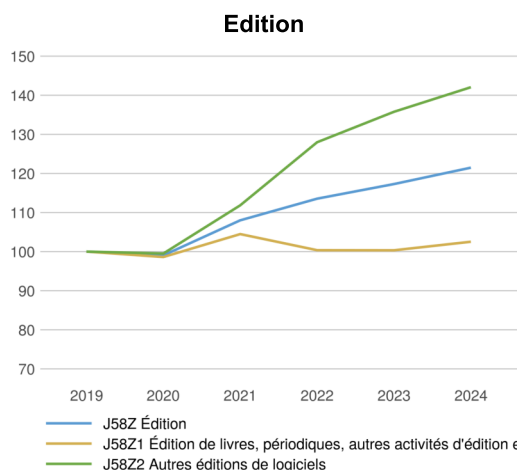
La production des services de *distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision* progresse de 8,6 % en volume. Les prix sont

en hausse de 0,1 %. Les exportations ont fortement augmenté en 2024 (+44,0 %) grâce à la vente des programmes des Jeux Olympiques et Paralympiques qui ont permis de dégager un solde extérieur de +712 M€. La fréquentation des salles de cinéma atteint 181,3 millions d'entrées en 2024, en hausse de près d'un million d'entrées par rapport à 2023. Mais elle reste inférieure à celle de 2019 (213 millions d'entrées). Avec 44,4 % en 2024, la part de marché des films français s'élève au meilleur niveau recensé depuis quinze ans (45,5 % en 2008, année de Bienvenue chez les Ch'tis et Astérix aux Jeux Olympiques), analogue à celle de 2014 (année de Qu'est-ce qu'on fait au bon Dieu, Supercondriaque et Lucy) et bien supérieure à la moyenne d'avant crise (moyenne 2017-2019) soit 37,2 %. Les productions américaines représentent 36,7 % des entrées en 2024, en baisse par rapport à 2023 (41,2 %).

La production d'*enregistrement sonore et édition musicale* augmente en volume de 8,3 % en 2024. Après deux années de hausse conséquente, les prix ralentissent avec +1,1 % en 2024. Selon le Syndicat National de l'Édition Phonographique (SNEP), le marché français de la musique enregistrée progresserait en valeur pour la huitième année consécutive. Pour la première fois en 11 ans (hors période Covid), les ventes de supports physiques connaîtraient une croissance franche de +1,3 %, portées par le succès du vinyle qui générerait un chiffre d'affaires de 98 M€ contre 91 M€ pour le CD – une première depuis les années 80. Le streaming poursuivrait sa progression et afficherait une croissance stable, en France comme à l'échelle mondiale. Son chiffre d'affaires atteindrait 664 M€ en France en hausse de 9,5 % grâce à une augmentation à deux chiffres des revenus des abonnements (+11,4 %).

La production en volume de la branche **programmation et diffusion** est en recul de 7,3 % en 2024. Les prix croissent de 7,0 %. La production de services de *radiodiffusion* est en recul de 4,3 % en volume en 2024, dans un contexte de baisse structurelle de l'audience de la radio et de la télévision. La production de la branche *programmation de télévision et télédiffusion* recule pour sa part de 7,7 % en volume ; la quantité de publicité diffusée sur les chaînes privées a été affectée par la diffusion des Jeux Olympiques et Paralympiques sur le service public.

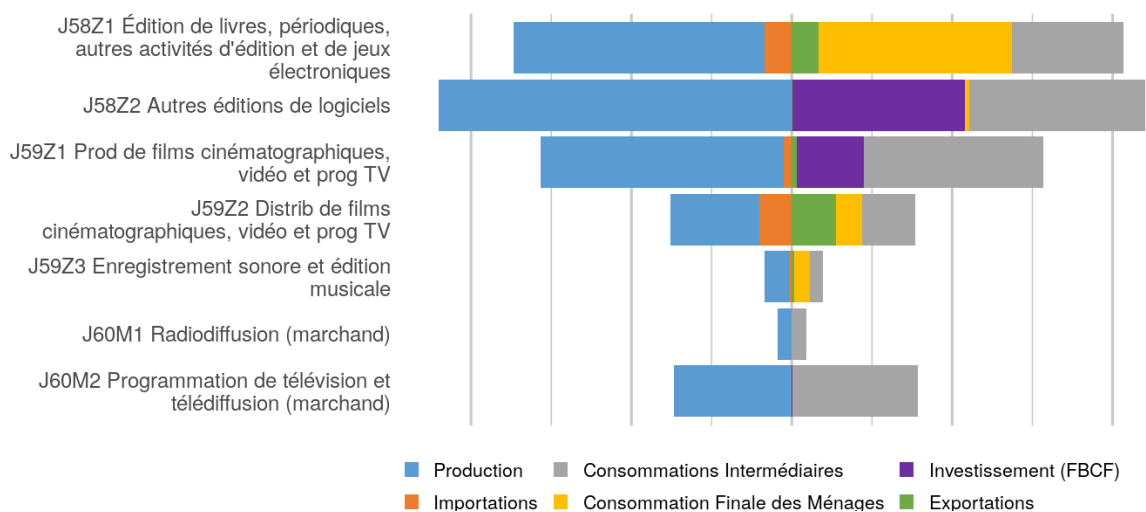
Production en volume d'édition, audiovisuel et diffusion (indice 100 en 2019)



La production d'édition, audiovisuel et diffusion

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
J58Z	Édition	37 666	5,1	3,3	3,6	2,0	1,0	1,3
J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	15 656	-3,9	-0,0	2,2	0,7	-1,5	-1,0
J58Z2	Autres éditions de logiciels	22 011	14,4	6,1	4,6	3,0	3,1	3,1
J59Z	Prod films cinémat vidéo et prog TV- enrg sonore et éd musicale	22 297	12,8	6,9	1,0	0,7	-0,4	1,5
J59Z1	Prod de films cinématographiques, vidéo et prog TV	15 155	8,2	7,1	-2,3	0,8	-1,2	2,1
J59Z2	Distrib de films cinématographiques, vidéo et prog TV	5 530	29,5	7,2	8,6	-0,9	0,5	0,1
J59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	1 612	12,0	3,9	8,3	5,0	4,4	1,1
J60M	Programmation et diffusion (marchand)	8 213	-6,5	2,5	-7,3	4,2	4,2	7,0
J60M1	Radiodiffusion (marchand)	872	4,1	-6,8	-4,3	-0,9	0,3	7,9
J60M2	Programmation de télévision et télédiffusion (marchand)	7 341	-7,9	3,7	-7,7	4,9	4,7	6,9

Les ressources et emplois en édition, audiovisuel et diffusion



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

JB-JC : Télécommunication, services informatiques et d'information

La croissance se poursuit à un rythme soutenu depuis 2020

La production des services de communications, activités informatiques et services d'information ralentit depuis 2021 mais croît toujours plus vite que l'ensemble des services marchands (+4,0 % en volume en 2024, contre +2,9 % pour les services marchands). Les prix accélèrent légèrement (+1,5 %) mais leur hausse reste inférieure à celle de l'ensemble des services marchands. Le solde du commerce extérieur s'améliore nettement mais reste déficitaire.

Après quatre années de forte croissance, la production des services de **télécommunications** ralentit en 2024 (+1,9 % en volume). C'est la demande intérieure des ménages qui alimente principalement cette croissance, avec une progression de 4,3 % tandis que la demande des entreprises recule légèrement (-0,3 %). Le solde des échanges extérieurs alimente également le dynamisme de l'activité. Les importations, en forte baisse depuis 2019 (-41,7 % en volume), enregistrent encore une diminution en 2024 (-4,5 %), mais moins marquée que l'année précédente. À l'inverse, les exportations poursuivent leur ascension avec une hausse de +1,6 % en 2024, après +4,2 % en 2023. Le renforcement des infrastructures internationales favorise le développement des échanges de télécommunications, par exemple la mise en service en octobre 2023 du câble optique sous-marin "AMITIE", entre les États-Unis et l'Europe, cofinancé par Orange. Les prix des services de télécommunications sont à rebours du contexte général de désinflation : ils augmentent légèrement en 2024 (+0,9 %), après plusieurs années de baisse. Cette tendance baissière, s'expliquait notamment par la forte concurrence entre les opérateurs depuis l'arrivée de Free en 2012. Les principaux acteurs, ainsi que leurs marques à bas prix, ont longtemps mené une guerre des prix, multipliant les offres attractives pour séduire les consommateurs. En 2024, cette dynamique semble toutefois marquer le pas. La hausse des prix pourrait être renforcée à l'avenir par les obligations des opérateurs en matière de complétude du déploiement de la fibre optique, en prévision de la fermeture du réseau cuivre prévue d'ici 2030⁴. Ce cadre juridique encourage les investissements dans les infrastructures très haut débit, qui pourraient être financées par une hausse des tarifs.

Les services de **programmation, conseil et autres activités informatiques** poursuivent leur rapide expansion en 2024. Cette croissance s'explique par plusieurs facteurs, parmi lesquels la transformation numérique des entreprises, l'adoption croissante du cloud computing, l'essor de l'intelligence artificielle (IA),

la priorité à la cybersécurité, ainsi que l'engagement en faveur du numérique responsable. Bien que plus modérée que les années précédentes, la progression reste solide en 2024 avec +4,5 % en volume. Les deux principaux débouchés sont la consommation intermédiaire et l'investissement, deux segments qui ralentissent mais restent en croissance (respectivement +2,7 % et +3,4 % en volume). Certains acteurs du secteur, comme Numeum⁵, évoquent l'instabilité politique parmi les facteurs ayant pu freiner les investissements. Par ailleurs, les exportations confirment leur rôle moteur dans le dynamisme du secteur. Elles progressent de +4,9 % en 2024, prolongeant une tendance positive amorcée en 2021. Le dynamisme de cette activité n'induit pas d'inflation particulièrement prononcée. La hausse des prix ralentit à +1,4 % en 2024, en deçà de la moyenne des services marchands, après deux années d'augmentation plus marquée et proche de la moyenne.

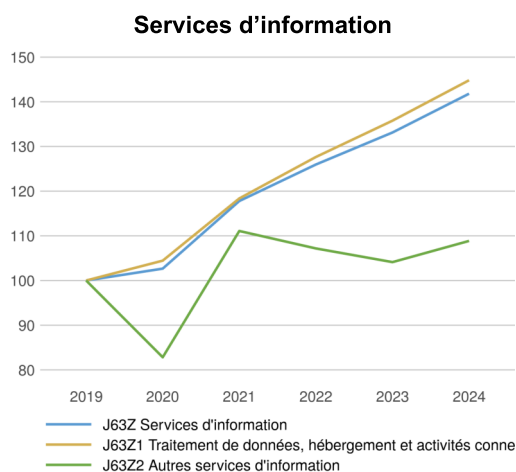
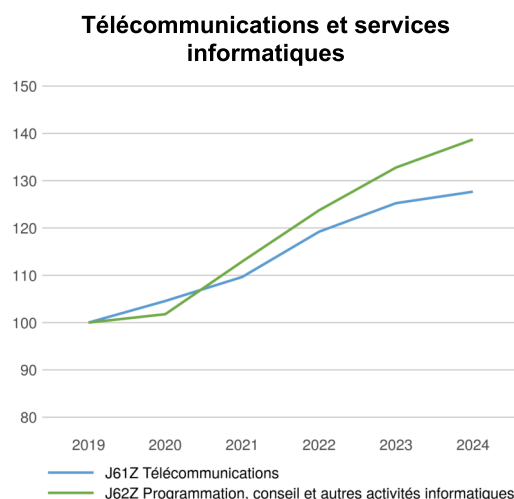
Les **services d'information** poursuivent leur croissance en 2024, à un rythme très supérieur à celui de l'ensemble des services marchands (+6,5 % contre +2,9 %). Ce dynamisme structurel reflète l'essor des services de *traitement de données, d'hébergement et activités connexes* : ces derniers ont enregistré une expansion en volume de 44,8 % depuis 2019, bien plus forte que celle des autres services d'information (+8,9 %). Toutes les composantes de la demande croissent de plus de 40 % en volume sur la période, sauf l'investissement des administrations publiques. Les prix connaissent une accélération progressive depuis 2021.

En 2024, les *autres services d'information* (agences de presse notamment) retrouvent une croissance positive (+4,6 %), après deux années de baisse. L'activité bénéficie probablement de la dynamique médiatique liée à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris : l'événement génère une audience accrue et diversifiée, tant en France qu'à l'international. Les exportations sont particulièrement dynamiques avec une hausse de 6,6 % en volume.

⁴Arcep : l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.
<https://www.arcep.fr/actualites/actualites-et-communiques/detail/n/fibre-optique-080425.html>

⁵Syndicat patronal du numérique en France - <https://numeum.fr/actu-informatique/communiqu%C3%A9-de-presse-marche-du-num%C3%A9rique-en-france-bilan-2024-et-perspectives>

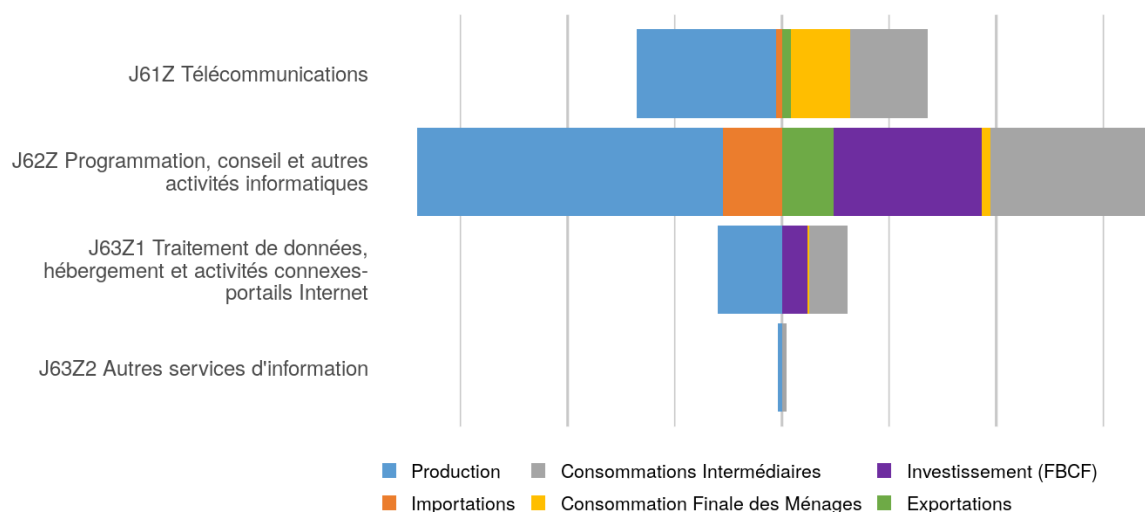
Production en volume de télécommunications, services informatiques et d'information (indice 100 en 2019)



La production en télécommunications, services informatiques et d'information

	Montant 2024 (en million €)	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		2022	2023	2024	2022	2023	2024
J61Z Télécommunications	64 870	8,7	5,1	1,9	-3,6	-1,5	0,9
J62Z Programmation, conseil et autres activités informatiques	142 678	9,6	7,3	4,5	3,0	2,7	1,4
J63Z Services d'information	31 859	6,9	5,7	6,5	0,3	1,4	3,0
J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	29 793	7,8	6,4	6,7	0,1	1,4	3,1
J63Z2 Autres services d'information	2 066	-3,5	-2,9	4,6	3,1	0,7	1,5

Les ressources et emplois en télécommunications, services informatiques et d'information



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

LZ : Activités immobilières

Le recul de l'activité se poursuit pour les marchands de biens immobiliers et les agences immobilières, dans un contexte de crise immobilière

En 2024, la production en services immobiliers stagne en volume, elle s'élève à 420,4 milliards d'euros. L'activité des marchands de biens et des agences immobilières continue de se contracter fortement pour la deuxième année (-7,1 % après -11,7 % en 2023). La location de logements (loyers réels et imputés), qui représente les trois quarts de la production de services immobiliers, progresse de 1,4 % en volume sur l'année. Ce rythme est stable depuis 2019 tandis que les prix accélèrent pour la deuxième année consécutive. La location d'autres biens (bureaux, commerces, terrains) progresse faiblement (+0,7 % en volume) après une stagnation en 2023.

En 2024, la production de services des **agences immobilières, marchands et administrateurs de biens** diminue de 2,4 % en volume, poursuivant la baisse de l'année précédente. Après avoir chuté de 22,1 % en 2023, le nombre de logements anciens vendus sur l'année diminue à nouveau de 9,2 % en 2024 et redescend au niveau de 2015⁶. Dans le neuf, le nombre de logements autorisés à la construction chute à nouveau de 12,3 % en 2024 après 23,7 % en 2023 par rapport à l'année précédente⁷. Cette baisse de volume s'accompagne d'une baisse des prix de 4,0 % dans l'ancien, plus marquée qu'en 2023⁸. Le nombre de défaillances de marchands de biens et d'agences immobilières atteint 2 597 en 2024, en hausse de 33 % par rapport à 2023.

Les *agences immobilières*, dont la vente de logements est la principale activité, enregistrent une nouvelle baisse de leur production (-6,4 % en 2024 après -11,3 % en 2023). Le service de location de logements, autre activité majeure des agences immobilières, reste stable en volume et limite l'ampleur de la baisse.

L'activité des *marchands de biens immobiliers* est encore plus fortement touchée par la baisse des transactions de logements que celle des agences immobilières et plonge à nouveau de 11,0 % en 2024. La demande en immobilier professionnel, où les marchands de biens sont également très présents, se stabilise. La demande de bureaux et de commerces continue de diminuer alors que l'immobilier logistique rebondit fortement.

Les services d'*administration de biens immobiliers* comprennent l'administration de biens immobiliers pour compte de tiers et l'activité de syndic. Ils sont moins sensibles aux aléas du marché et bénéficient de la hausse régulière du nombre de logements (+0,3 millions entre 2023 et 2024)⁹ et d'une progression plus rapide de l'habitat collectif en 2024, en lien avec la contrainte de zéro artificialisation nette des sols. L'accroissement des obligations

réglementaires, comme celle d'établir un plan pluriannuel des travaux ou de réaliser un DPE collectif dans les copropriétés de plus de 200 lots depuis le 1er janvier 2024, entraîne une hausse de 5,1 % en volume des services d'administration. La hausse des prix reste modérée à +1,6 % et inférieure à l'ensemble des services marchands pour la troisième année consécutive.

La production de services de **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** se répartit presque également entre les logements et les autres biens immobiliers (bureaux, commerces, terrains...). Le volume de *location de logements* progresse de 1,8 %, au même rythme que les années précédentes, tandis que celui des *autres biens immobiliers* progresse peu pour la deuxième année consécutive, après deux années de forte hausse. Sur la période 2019-2024, la progression des services de location des logements et des autres biens immobiliers est cependant identique. Selon BNPParibas-realestate¹⁰, en 2024, la demande en location de bureaux reculerait de plus de 10 % par rapport à 2023, le taux de vacance des bureaux, des commerces et des entrepôts progresserait légèrement en 2024, en raison de l'incertitude économique liée au climat politique national et international, mais aussi d'une baisse tendancielle de la demande en grandes surfaces commerciales. Les loyers des autres biens immobiliers progresseraient de 2,9 % sous l'effet d'une demande plus orientée vers les surfaces plus petites et mieux placées de centre-ville.

Alors que la hausse des prix des loyers des logements était restée inférieure à 2 % depuis 2009, elle accélère depuis 2023 (+2,5 % en 2024). La hausse de l'inflation s'est répercutée sur l'indice de référence des loyers, permettant aux bailleurs de rehausser plus fortement ces derniers. Pour la quatrième année consécutive, la hausse est plus forte dans le secteur social (+3,5 %) que dans le secteur libre (+1,8 %). Dans ce dernier, la hausse des prix en province dépasse légèrement l'Île-de-France pour la première fois depuis 2017.

⁶www.cgedd.fr/nombre-vente-maison-appartement-ancien.xls

⁷source : Service des données et études statistiques (SDES). <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/construction-de-logements-resultats-fin-decembre-2024-france-entiere>

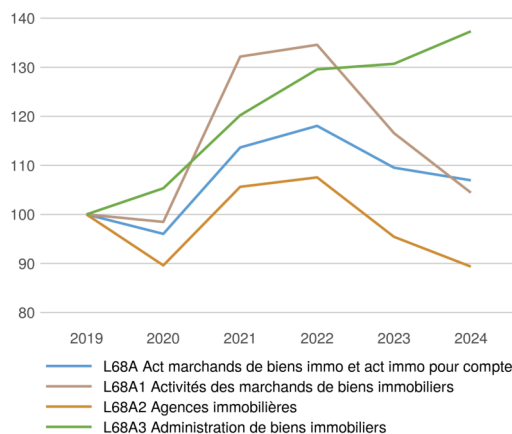
⁸indice des prix des logements anciens <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010567118>

⁹<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2412780>

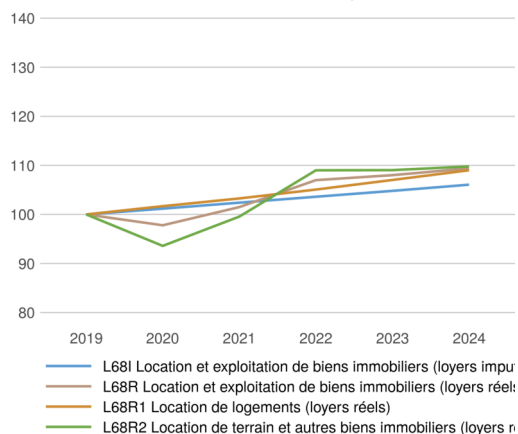
¹⁰<https://www.realestate.bnpparibas.fr/sites/france/files/2025-02/AAG%20BUREAUX%20IDF%20-%20T4%202024.pdf> et https://www.realestate.bnpparibas.fr/sites/france/files/2025-02/AAG%20BUR%20REGIONS%20T4%202024%20VF_0.pdf

Production en volume de services immobiliers (indice 100 en 2019)

Activités marchands de biens et activités immobilières pour compte de tiers



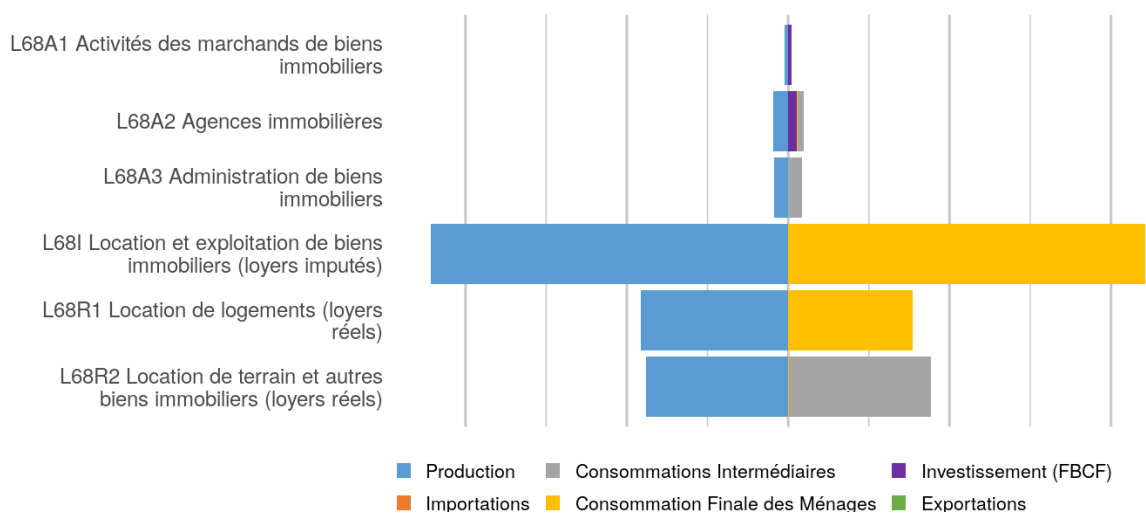
Location et exploitation immobilière (loyers réels et imputés)



La production de services immobiliers

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
L68A	Act marchands de biens immo et act immo pour compte de tiers	20 414	3,9	-7,2	-2,4	2,7	-0,0	0,6
L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	2 228	1,8	-13,4	-10,4	0,8	2,2	2,3
L68A2	Agences immobilières	9 481	1,8	-11,3	-6,4	4,0	-2,0	-0,7
L68A3	Administration de biens immobiliers	8 705	7,8	0,9	5,1	1,6	1,8	1,6
L68I	Location et exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	221 288	1,2	1,2	1,2	0,9	1,6	1,9
L68R	Location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	179 461	5,4	0,9	1,3	2,0	2,2	2,7
L68R1	Location de logements (loyers réels)	91 324	1,8	1,9	1,8	0,8	2,3	2,5
L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	88 137	9,5	0,0	0,7	3,3	2,0	2,9

Les ressources et emplois en services immobiliers



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

La croissance de la production des activités juridiques, comptables, de gestion et d'ingénierie ralentit pour la troisième année consécutive.

Les activités juridiques, comptables, de gestion et d'ingénierie continuent de croître en volume, à un rythme moins soutenu que les années précédentes, mais supérieur à l'ensemble des services marchands. Les activités des sièges sociaux, et surtout de conseil de gestion, sont le principal moteur de cette croissance depuis 2019. En rupture avec cette tendance, les activités des sièges sociaux sont les moins dynamiques en 2024, avec les activités d'architecture et d'ingénierie. La hausse des prix de l'ensemble de ces services reste limitée à +1,6 % en 2024, soit légèrement inférieure à celle de l'ensemble des services marchands.

En 2024, la production des **activités juridiques et comptables** continue d'augmenter (+3,2 % en volume après +1,9 %). Sur l'année, les volumes de production évoluent de manière comparable pour les *activités juridiques* et les *activités comptables*. Cependant, sur cinq ans, les secondes apparaissent beaucoup plus dynamiques. Les prix des premières reculent légèrement (-0,5 %) sous l'effet de la baisse de prix des logements qui réduit les droits de mutations à titre onéreux (DMTO) par transaction, et de la forte concurrence entre cabinets et acteurs du droit (legaltech, avocats indépendants, plateformes en ligne).

Les DMTO versés aux notaires lors des transactions immobilières représentent environ la moitié des services juridiques. Ils sont comptabilisés comme un investissement de la part de l'acheteur. Ils diminuent de 9,3 % en volume par rapport à 2023 et de 22,3 % depuis 2019. En 2024, l'investissement des entreprises est plus touché que celui des ménages (respectivement -14,5 % et -8,8 % en volume). En effet, le volume de transactions de logements anciens¹¹ est passé de 1 176 000 transactions en France (hors Mayotte) en 2021, à 885 000 transactions en 2023 et a terminé l'année 2024 à 778 000 transactions, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui sont passés de moins de 1 % à 3,5 %.

Les prix de production des *activités comptables* continuent d'augmenter (+3,1 %, comme en 2023). Plusieurs fournisseurs de logiciel comptables ont augmenté leur prix en 2024. Stimulé par un environnement économique en pleine mutation sous l'effet de la numérisation (avec la mise en place de la facturation électronique à l'horizon 2026), ces activités continuent de progresser un peu plus rapidement que l'ensemble des services marchands (respectivement +21,9 % et +18,2 % en volume depuis 2019).

La production en volume des **activités des sièges sociaux et de conseil de gestion** ralentit mais poursuit sa progression à un rythme supérieur à l'ensemble des services marchands. Les incertitudes économiques, les enjeux de la transformation numérique, le tâtonnement autour du télétravail et le contexte inflationniste pourraient pousser les entreprises à augmenter la réflexion sur leur

organisation. Les prix augmentent un peu en 2024 (+1,5 %) mais la hausse des prix des activités des sièges sociaux et de conseil de gestion reste parmi les plus faibles de l'ensemble des services depuis 2019 (+6,8 %).

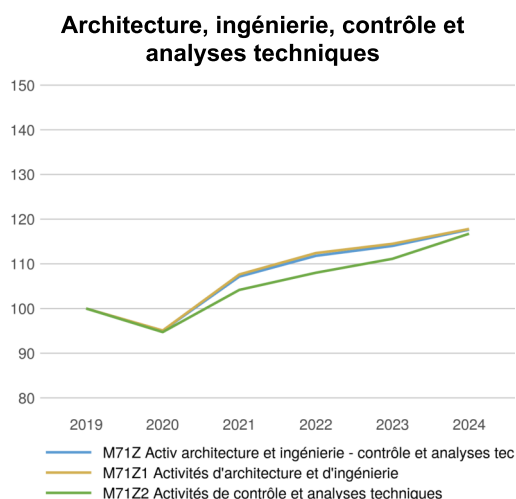
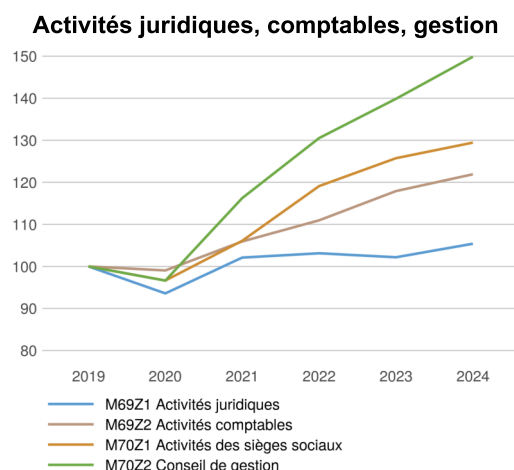
La croissance en volume des activités de *conseil de gestion* est à nouveau plus forte en 2024 que celles des *sièges sociaux*, elle-même plus forte que celle de l'ensemble des services marchands. Les incertitudes économiques et politiques et la poursuite de la mutation vers une économie plus numérique pourraient renforcer les besoins en conseil. Le conseil de gestion est l'un des principaux contributeurs au solde des échanges extérieurs de services, avec un excédent de 5,9 Mrd€ en 2024, en hausse par rapport à 2023. Les exportations assurent plus du quart de la demande, proportion qui se stabilise après 4 années de baisse.

Les **activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques** accélèrent en 2024 (+3,2 % après +2,0 %). Cette croissance n'est pas uniforme : si les *activités d'architecture et d'ingénierie* progressent de 2,9 %, les *activités de contrôle et d'analyses techniques* enregistrent une hausse plus marquée de 5,5 % (après +2,9 % en 2023), portées par un besoin accru de certifications et de mise en conformité des infrastructures, ou encore par le respect de nouvelles obligations réglementaires. Parmi les évolutions récentes, on peut mentionner l'instauration du contrôle technique pour les deux-roues à partir du 15 avril 2024, ou encore la modification des règles de calcul du Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) pour les logements de moins de 40 m².

Sur le plan du commerce extérieur, l'année 2024 marque une inflexion positive pour les activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyse techniques. Après une baisse notable des exportations en 2023 (-7,1 %), celles-ci repartent à la hausse (+4,1 %), tandis que les importations sont en diminution (-3,8 %). Le solde extérieur positif s'accroît. Cette amélioration est principalement portée par les activités d'architecture et d'ingénierie. L'investissement accompagne également cette dynamique, avec une progression de +2,7 % dans les activités d'architecture et d'ingénierie.

¹¹IGEDD d'après DGFIP et base notariale : www.cgedd.fr/nombre-vente-maison-appartement-ancien.xls

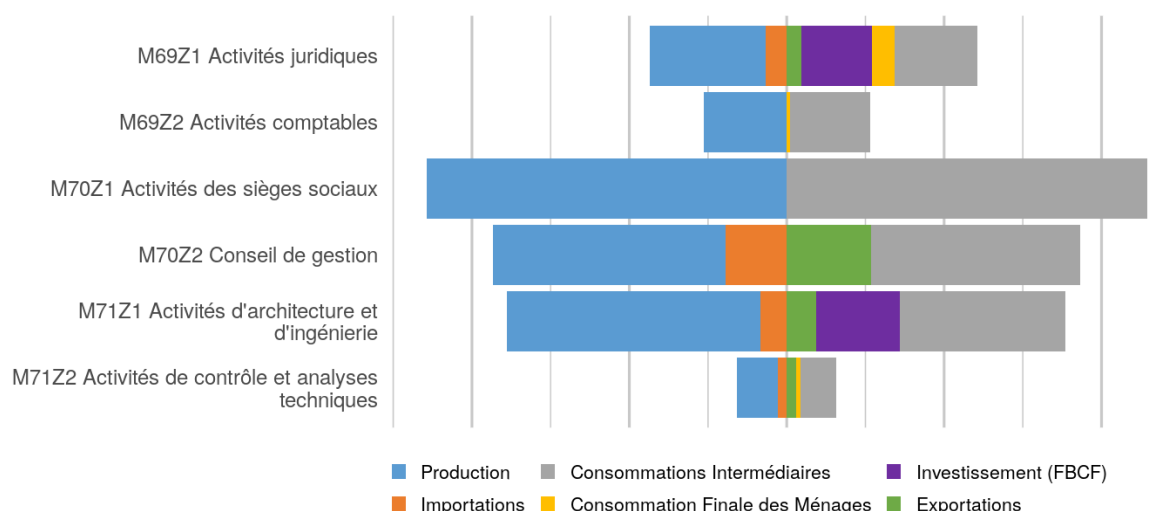
Production en volume d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle et analyses techniques (indice 100 en 2019)



La production d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle et analyses techniques

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
M69Z	Activités juridiques et comptables	63 232	2,4	1,9	3,2	3,4	2,2	1,0
M69Z1	Activités juridiques	36 761	1,0	-0,9	3,2	4,4	1,6	-0,5
M69Z2	Activités comptables	26 471	4,7	6,3	3,4	1,7	3,1	3,1
M70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	188 212	12,3	6,2	4,6	2,7	2,2	1,5
M70Z1	Activités des sièges sociaux	114 438	12,3	5,6	2,9	2,7	2,2	1,5
M70Z2	Conseil de gestion	73 774	12,3	7,2	7,2	2,7	2,2	1,5
M71Z	Activ architecture et ingénierie - contrôle et analyses techniques	93 531	4,3	2,0	3,2	2,6	4,1	2,0
M71Z1	Activités d'architecture et d'ingénierie	80 495	4,5	1,8	2,9	2,6	4,3	2,0
M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	13 036	3,7	2,9	5,0	2,7	3,1	2,5

Les ressources et emplois d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

MC : Autres activités scientifiques et techniques

En 2024, la production se stabilise dans l'ensemble, avec un bon dynamisme de l'activité vétérinaire mais un recul dans d'autres branches.

En 2024, la production des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques augmente de 0,8 % en volume. La production des activités vétérinaires continue d'augmenter à un rythme soutenu. Celle des activités de publicité et études de marché ralentit et celle des autres activités spécialisées scientifiques et techniques se stabilise après avoir connu des années de forte croissance.

En 2024, la production des **activités de publicité et d'études de marché** augmente très légèrement (+0,5 %) en volume, mais plus fortement en prix (+2,9 %), reflétant une tendance de plus long terme. Sur cinq ans, la progression des volumes se limite à 3,1 %.

La production des *activités de publicité* continue de croître (+1,2 % en volume), toutefois de façon moins marquée que les années précédentes. Le bilan annuel 2024 est globalement positif pour le marché publicitaire français, marqué par l'impact favorable des événements sportifs majeurs comme l'Euro 2024 et particulièrement les JOP de Paris 2024. Néanmoins, une grosse partie des montants passe désormais par des plateformes numériques étrangères et n'entre plus dans la production nationale. Par ailleurs, l'effet JOP est déjà en partie comptabilisé sur les années précédentes, les entreprises ayant sécurisé leurs campagnes publicitaires bien avant 2024 (augmentation de 21,2 % entre 2021 et 2024).

La production des *régies publicitaires* a légèrement baissé en 2024 (-0,1 % contre +0,6 % en 2023). L'activité stagne durablement à un niveau en deçà de celui de 2019. Les prix de production de ces services augmentent fortement ces dernières années (+27,8 % depuis 2019). Selon Kantar-media¹², le marché publicitaire français recenserait 74 070 annonceurs avec une forte présence digitale (79 %). C'est ce secteur qui serait très dynamique en valeur. Il regroupe la publicité diffusée sur les médias sociaux, la publicité display, qui consiste à diffuser des annonces sur des sites web (hors réseaux sociaux), et la publicité de recherche, qui s'affiche dans des moteurs de recherche. La hausse des recettes publicitaires des 5 médias dits « physiques » (télévision, cinéma, radio, presse, publicité extérieure incluant les recettes digitales des médias) se limiterait à 2,1 % en 2024.

La production des *activités des études de marché et de sondage* continue de se replier pour la troisième année consécutive, après le pic atteint en 2021. De plus en plus d'entreprises utilisent des plateformes dédiées pour mener leurs propres études, réduisant le recours aux instituts traditionnels.

En 2024, la production des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** se stabilise après plusieurs années performantes (+0,1 % en volume après +11 % environ en 2022 et 2023). Ces activités ont connu une forte croissance sur cinq ans (+39,1 % en volume depuis 2019).

Habituée à une croissance à deux chiffres ces dernières années, la production des *activités spécialisées de design* marque un coup d'arrêt (+0,0 % en 2024, +53,4 % depuis 2019). Selon une analyse conjointe de France Pub, l'IREP et Kantar-media, l'activité du design en France serait de plus en plus exercée par des designers indépendants¹³.

La production en *activités photographiques* baisse fortement en 2024 (-3,4 % en volume après +4,3 %). Sur moyenne période, la branche apparaît bien moins dynamique que les précédentes, et se stabilise à un niveau seulement un peu plus élevé que celui d'avant la crise sanitaire. Pour la première fois depuis la période Covid, la consommation des ménages pour ces services, souvent corrélée au nombre de mariages, diminue par rapport à l'année précédente (-2,9 % en 2024). Celui-ci a pourtant augmenté en 2024, passant de 242 000 en 2023 à 247 000 en 2024. La demande des entreprises baisse également. L'amélioration des performances des smartphones et des outils de retouche automatisée pourrait expliquer la réduction de la demande pour les shootings professionnels. Les prix de production continuent d'augmenter mais plus modérément qu'en 2023 (+3,1 % après +5,7 %).

La production des services de *traduction et interprétation* recule (-3,0 % en volume après +0,9 %). L'activité est à peine supérieure à celle de 2019, et la tendance semble faiblement orientée à la baisse depuis 2022. Les activités de traduction évoluent avec les technologies d'IA et d'apprentissage automatique qui peuvent traiter de grands volumes de texte.

La production des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** ralentit fortement en 2024 (+0,9 % en volume, après +11,6 % en 2023, et +43,1 % depuis 2019). Ce secteur englobe notamment les économistes de la construction, qui souffrent d'une chute historique des mises en chantier en 2023-2024.

En 2024, la production de la branche des **activités vétérinaires** continue de croître fortement en volume (+5,1 %) comme en prix (+4,2 %). Selon l'Observatoire national démographique de la profession vétérinaire, le nombre de vétérinaires n'augmenterait pas au même rythme que la demande. Ils seraient 13,9 % plus nombreux qu'en 2019¹⁴, alors que la production a progressé de 24,9 % sur la même période. La consommation des ménages en services vétérinaires augmente de 5,3 % en 2024 et de 31,7 % depuis 2019.

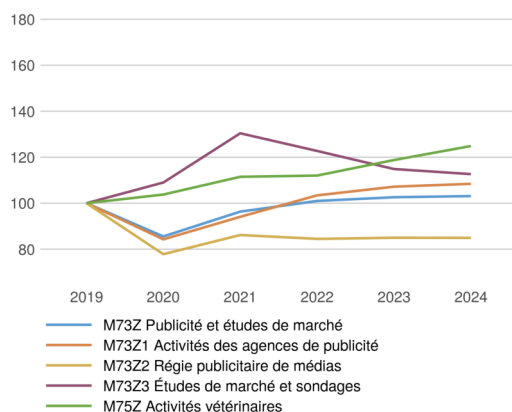
¹²<https://kantarmedia.fr/publications/bump-barometre-unifie-du-marche-publicitaire-et-de-la-communication-2024>

¹³<https://modelesdebusinessplan.com/blogs/infos/marche-design-graphique-tendances>

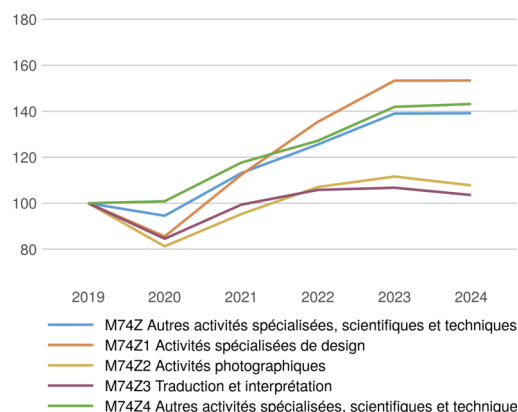
¹⁴<https://www.veterinaire.fr/system/files/files/2024-08/ATLAS-NATIONAL-2024-WEB-02082024.pdf>

Production en volume d'autres activités scientifiques et techniques (indice 100 en 2019)

Publicité et activités vétérinaires



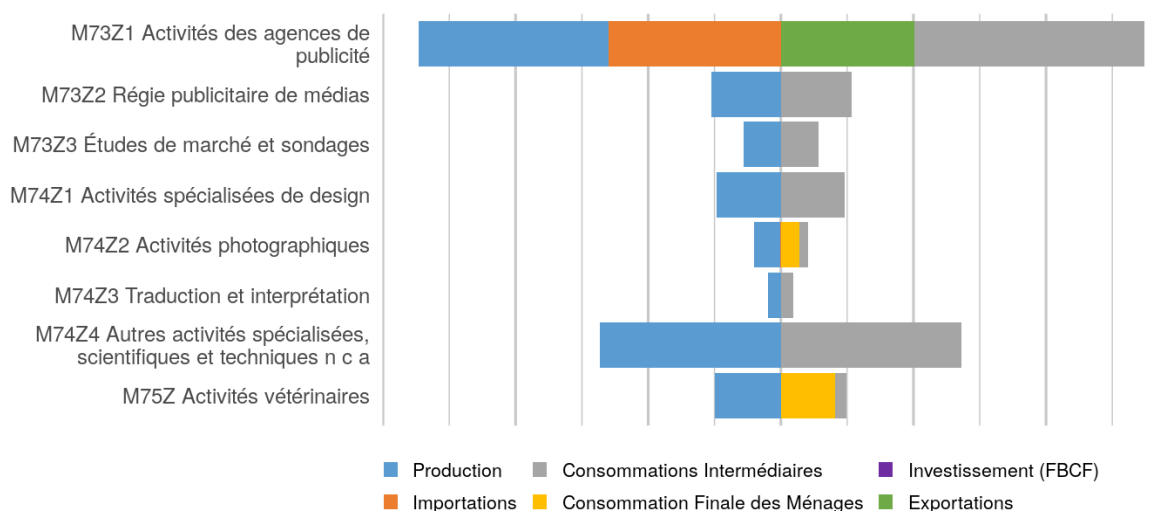
Autres activités spécialisées



La production d'autres activités scientifiques et techniques

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
M73Z	Publicité et études de marché	22 406	4,8	1,6	0,5	4,0	2,3	2,9
M73Z1	Activités des agences de publicité	14 355	9,9	3,6	1,2	2,5	1,1	1,0
M73Z2	Régie publicitaire de médias	5 214	-1,9	0,6	-0,1	9,9	4,8	7,8
M73Z3	Études de marché et sondages	2 837	-5,9	-6,4	-1,9	2,7	3,8	4,1
M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 432	11,0	10,7	0,1	1,1	2,1	0,3
M74Z1	Activités spécialisées de design	4 837	20,5	13,2	0,0	1,3	-0,5	-0,6
M74Z2	Activités photographiques	1 980	12,3	4,3	-3,4	5,2	5,7	3,0
M74Z3	Traduction et interprétation	964	6,5	0,9	-3,0	0,6	-0,0	0,5
M74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n c a	13 651	8,1	11,6	0,9	0,5	2,7	0,2
M75Z	Activités vétérinaires	4 961	0,5	6,0	5,1	2,3	4,7	4,2

Les ressources et emplois d'autres activités scientifiques et techniques



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

NZ : Activités administratives et de soutien

La production et les prix des activités administratives et de soutien restent dynamiques

La croissance de la production des activités administratives et de soutien reste soutenue en 2024. Elle est portée par la location et location-bail de propriété intellectuelle, l'organisation de salons professionnels et de congrès, les activités administratives et les services de réservation et activités connexes. En revanche, les activités liées à l'emploi et surtout les activités des agences de voyage et voyagistes se contractent. Après deux années de forte hausse, les prix ralentissent à +2,7 %. Seuls les prix des services des agences de voyages et voyagistes progressent fortement (+14,1 %).

La production en volume en **location et location-bail** continue de progresser fortement, avec +7,3 % en volume en 2024. La location de propriété intellectuelle et produits similaires, hors œuvres soumises à copyright, est le principal moteur de cette croissance avec plus de 10 % de hausse pour la quatrième année consécutive et un total de +56,6 % en cinq ans. Son dynamisme pourrait s'expliquer notamment par celui des réseaux de franchises. Les autres activités de location et location bail, en revanche, ont progressé moins vite que l'ensemble des services marchands depuis 2019. Après deux années d'inflation plus marquée, la hausse des prix se limite à +1,9 % en 2024, et revient au niveau de celle de l'ensemble des services marchand.

La production des **services liés à l'emploi** diminue en 2024 (-2,5 % en volume après +0,7 %). Dans son ensemble, l'activité de la branche n'a que peu progressé en cinq ans. En équivalent temps plein, l'emploi intérimaire diminue de 6,4 % en 2024 par rapport à l'année précédente. Ce recul pourrait s'expliquer en partie par un climat économique peu dynamique et par le recours accru à des micro-entrepreneurs moins onéreux que les intérimaires. La consommation des ménages est en revanche en essor pour ces activités, avec +9,4 % en 2024 et +71,9 % depuis 2019. Elle correspond aux heures rémunérées des Organismes de Service à la Personne (garde d'enfants, soutien scolaire, assistance aux personnes âgées) au titre de leur activité mandataire concernant leurs salariés intervenant au domicile d'un particulier. Cette composante de la demande reste cependant faible dans l'ensemble.

Les activités des **agences de voyages, voyagistes, services de réservation et activités connexes** reculent globalement en 2024 et leur activité reste bien en deçà de celle de 2019. Les composantes de cet ensemble ont cependant des évolutions contrastées. La production en volume des *agences de voyage et voyagistes* recule (-11,1 % en 2024), avec des prix en hausse de 14,0 %. L'indice des prix à la consommation des forfaits touristiques croît de 18,8 % en 2024 (après +12,9 % en 2023 et +22,1 % en 2022). À l'inverse, la production en volume des *autres services de réservation et activités connexes* est en hausse de 8,6 % en 2024, avec des prix en progression de 1,0 %.

Pour la quatrième année consécutive, la production de **sécurité privée et enquêtes** continue d'augmenter de façon soutenue (+4,3 % en volume). Pour les JOP, les organisateurs ont largement fait appel à des services

de sécurité privée, mais la hausse d'activité aurait été limitée par le manque d'agents disponibles.

La production des **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** progresse de 4,0 % en volume en 2024, prolongeant sa croissance soutenue depuis 2021. La demande des entreprises est très dynamique (+5,0 % en volume), et contraste avec celle des administrations publiques qui augmente 2,5 fois moins vite. La hausse des prix de production fluctue peu d'année en année, et s'établit à +2,8 % en 2024.

La production en volume de l'ensemble des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** augmente de 3,6 % en 2024. Les importations perdent 4,1 % en volume, tandis que les exportations sont dynamiques (+3,8 %). Cependant, importations et exportations ne rattrapent toujours pas leur niveau de 2019 en volume. Les prix ralentissent après deux années de forte hausse. Depuis 2019, les prix ont augmenté de 15,7 %, soit 6,6 points de plus que dans l'ensemble des services marchands.

Au sein de cet ensemble, les *activités administratives* croissent en volume de 10,3 % en 2024. Chaque année depuis 2021, la croissance annuelle en volume est supérieure à 7 %, hormis en 2023 où elle ne fut que de +5,6 %. La hausse des prix est supérieure tous les ans à l'inflation dans les services marchands.

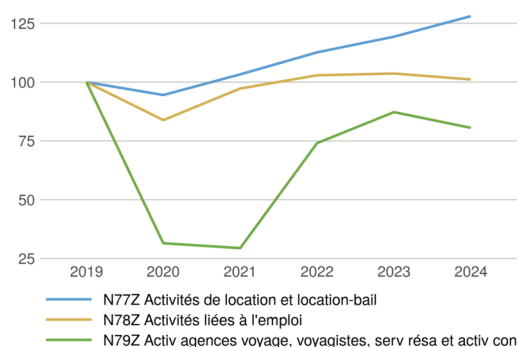
La production des *centres d'appels* croît en volume de 0,8 % seulement, après une croissance également inférieure à 1 % l'année précédente. À compter du 1er mars 2023, le démarchage téléphonique est limité aux journées du lundi au vendredi, sur une plage horaire de 9 heures, et interdit le week-end et les jours fériés¹⁵. Cette mise en œuvre de la loi du 24 juillet 2020 pourrait expliquer la faible croissance en volume depuis deux ans. Le marché intérieur de la profession décroît de 0,7 % en volume, après +2,9 % en 2023. Les prix sont quasi stables en 2024. En 2023 et 2022, ils ont enregistré une hausse plus faible que l'inflation dans les services marchands.

La production de *l'organisation de salons professionnels et congrès* augmente de 9,8 % en volume, après une croissance encore plus forte en 2023. La hausse s'élève à 40,8 % depuis 2019. Cette activité est la plus dynamique parmi les activités administratives et de soutien. La demande intérieure des entreprises et des administrations croît un peu moins vite avec +8,2 % en volume, moitié moins qu'en 2023. La hausse des prix est plus élevée que la moyenne des services marchands en 2024 et 2023.

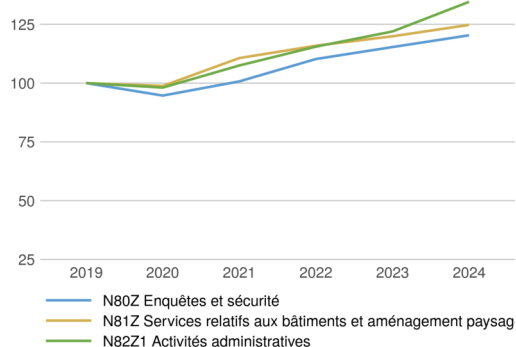
¹⁵<https://www.economie.gouv.fr/nouvelles-mesures-encadrement-demarchage-telephonique>

Production en volume d'activités administratives et de soutien (indice 100 en 2019)

Location location-bail, services liés à l'emploi et agences de voyage



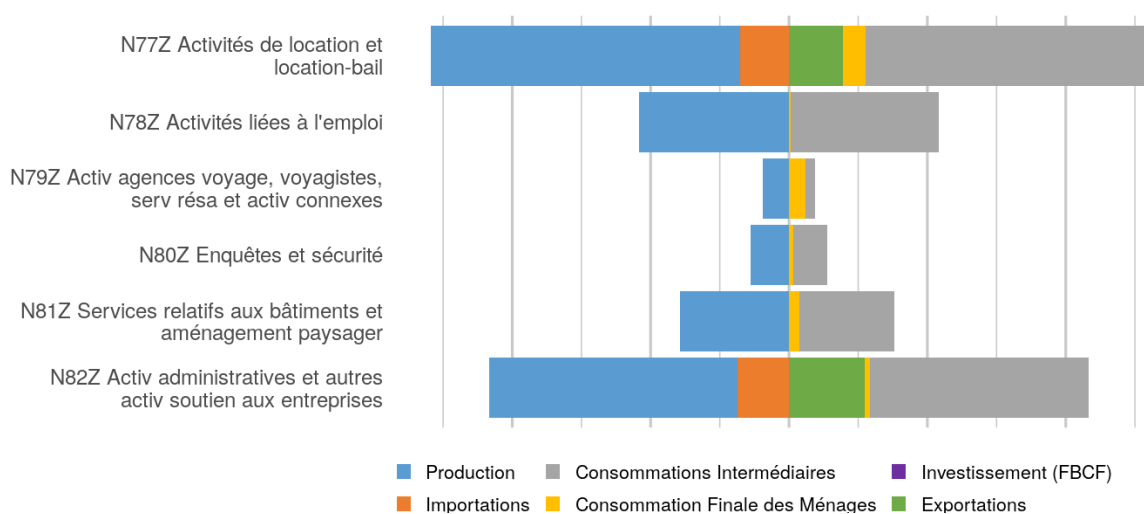
Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments, activités administratives et de soutien



La production d'activités administratives et de soutien

	Montant 2024 (en million €)	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		2022	2023	2024	2022	2023	2024
N77Z Activités de location et location-bail	111 750	9,1	5,9	7,3	6,5	5,0	1,9
N78Z Activités liées à l'emploi	54 259	5,8	0,7	-2,5	3,4	4,6	3,3
N79Z Activ agences voyage, voyagistes, serv résa et activ connexes	9 484	151,9	17,8	-7,7	18,6	8,7	11,4
N80Z Enquêtes et sécurité	13 766	9,4	4,6	4,3	0,8	3,3	3,6
N81Z Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	39 379	4,7	3,5	4,0	2,1	3,2	2,8
N82Z Activ administratives et autres activ soutien aux entreprises	89 608	11,9	2,2	3,6	4,3	4,7	2,4
N82Z1 Activités administratives	12 060	7,4	5,6	10,3	5,2	4,8	2,8
N82Z2 Activités de centres d'appels	4 931	2,3	0,7	0,8	1,9	2,0	0,2
N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès	7 617	79,7	14,5	9,8	1,3	4,1	3,5
N82Z4 Activités de soutien aux entreprises n c a	65 001	9,4	0,6	2,0	4,7	4,9	2,4

Les ressources et emplois d'activités administratives et de soutien



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

RZ : Arts, spectacles et activités récréatives

Les activités artistiques, culturelles et récréatives continuent leur croissance

En 2024, la production marchande en arts, spectacles et activités récréatives progresse de 12,5 % en volume après une croissance de 10,5 % en 2023. Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris ont favorisé plus particulièrement les activités marchandes liées au sport. Toutes les activités progressent. L'inflation moyenne est modérée en 2024 (+1,1 %), du fait d'un recul des prix dans les jeux de hasard.

En 2024, la production en volume des **activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes** poursuit sa progression avec +7,4 % en volume, dans un contexte de prix en hausse de 2,3 %. Depuis 2019, la hausse des prix est deux fois inférieure à celle de l'ensemble des services marchands. Comme l'année précédente, les importations sont en forte hausse en 2024 (+28 %). Elles correspondent notamment à la représentation sur le territoire français de spectacles de compagnies étrangères.

L'activité des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes**¹⁶ reste sur une bonne dynamique avec une hausse de 4,6 % en volume en 2024. Les prix progressent plus que la moyenne des services marchands (+4,3 % en 2024), dans un contexte de hausse des coûts de chauffage des bâtiments ces dernières années. L'année 2024 a permis aux grands musées et sites touristiques parisiens de maintenir leur fréquentation, voire de l'améliorer, bien qu'ils aient été moins fréquentés pendant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris¹⁷. Cependant, sur cinq ans, la croissance en volume de la branche est deux fois inférieure à celle de l'ensemble des services marchands.

La production des **jeux de hasard et d'argent** est en forte hausse en 2024 (+19,2 % en volume). Les jeux en ligne y contribuent fortement : selon l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ), les jeux en ligne représentent 18,5 % du Produit Brut des Jeux (PBJ) en 2024 contre 7 % en 2011. Le PBJ représente le solde entre le montant des mises et les rétributions versées par l'opérateur aux joueurs. Les prix sont en recul de 8,7 %. Ces prix en baisse traduisent un taux de retour aux joueurs en hausse chez FDJ United. Avec près de 50 % de part de marché, FDJ United est le premier contributeur à la croissance du marché, et assoit sa position de leader du marché des jeux d'argent et de hasard en France, avec un PBJ dépassant pour la première fois les 7 milliards d'euros (+6 % par rapport à 2023).

L'activité du GIE PMU, qui enregistre 6,6 milliards d'euros de mises et 1,7 milliards d'euros de PBJ en 2024, affiche de son côté une baisse de 2 % par rapport à 2024. Le PMU réalise toutefois un résultat

net stable de 837 milliards d'euros (contre 835 milliards d'euros en 2023).

Après deux années de forte contribution à la croissance du marché des jeux d'argent et de hasard, l'année 2024 marque une année de consolidation pour le secteur des casinos, avec un nombre d'entrée stable à 31 millions et un PBJ en légère croissance de 1,2 % à 2,7 milliards d'euros. La croissance des clubs de jeux, dont le PBJ s'établit à 123 millions d'euros, ralentit (3,7 % en 2024 contre 11 % en 2023).

Les PBJ des entreprises de jeux de hasard sont soumis à des prélèvements publics. Sur le loto, par exemple, ceux-ci représentent 65 % du PBJ. Ces prélèvements obligatoires sont retranchés à la production de la branche et comptabilisés comme une ressource distincte, d'où un écart entre production et consommation finale visible sur la troisième figure.

En 2024, les **activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes** croissent de 13,4 % en volume par rapport à 2023. Leur prix progresse de 4,2 % en 2024. Depuis 2019, la croissance de cette branche est plus de deux fois supérieure à celle de l'ensemble des services marchands.

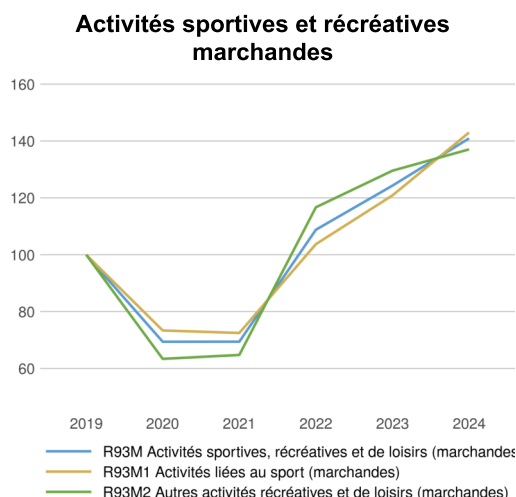
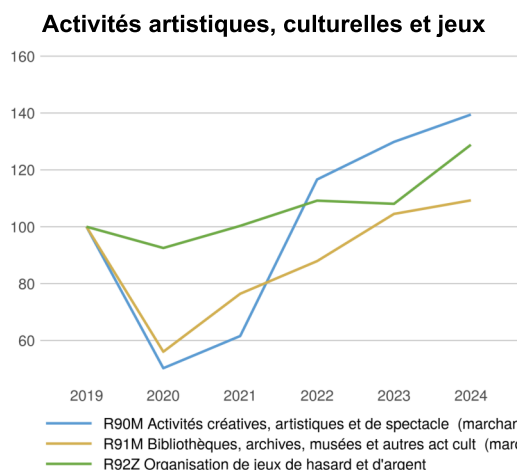
Les *activités marchandes liées au sport* sont en hausse de 18,3 % et les prix progressent de 4,6 %. La billetterie des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris et l'organisation de ces jeux ont généré des ventes dans cette branche d'activité. La consommation des ménages progresse de près de 30 % et les consommations intermédiaires de plus de 10 %. Ces dernières correspondent notamment au sponsoring des organismes sportifs et aux services cinématographiques, de vidéo et de télévision (gestion des droits relatifs à la projection, la diffusion, la location de films ou d'autres productions audiovisuelles protégées par des droits de propriété intellectuelle). Depuis 2022, les prix accélèrent, dans un contexte de grand dynamisme de l'activité et de coûts de l'énergie en hausse (chauffage, eau chaude des salles de sport).

Les *autres activités récréatives et de loisirs marchandes* progressent de 5,8 % en volume en 2024, avec des prix en hausse de 3,5 %, contre +2,1 % dans l'ensemble des services marchands. Depuis 2019, cependant, les prix croissent moins que dans l'ensemble des services marchands.

¹⁶ Les organismes sont considérés comme marchands si leurs ressources marchandes sont supérieures à la moitié de leurs coûts.

¹⁷ « Cinéma, musées : une belle année 2024 en termes de fréquentation » dans la rubrique « Actualités » du Ministère de la Culture

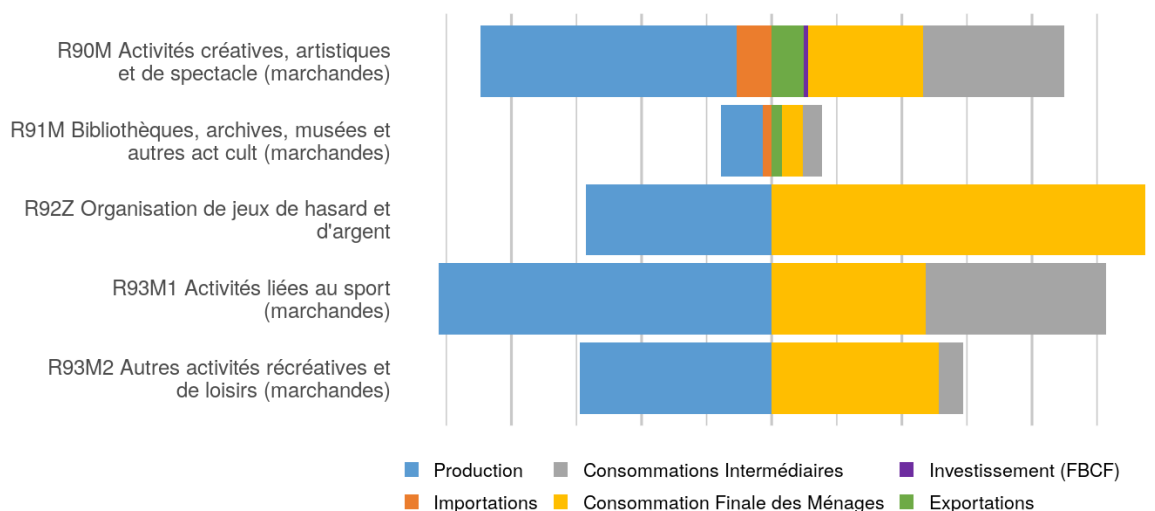
Production en volume d'activités culturelles et de loisir marchandes (indice 100 en 2019)



La production d'activités culturelles et de loisir marchandes

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandises)	9 827	89,4	11,3	7,4	-2,0	3,6	2,3
R91M	Bibliothèques, archives, musées et autres act cult (marchandises)	1 591	15,0	18,9	4,6	2,1	2,5	4,3
R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	7 145	8,8	-1,0	19,2	7,1	5,8	-8,7
R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandises)	20 161	56,7	14,3	13,4	2,3	3,3	4,2
R93M1	Activités liées au sport (marchandises)	12 797	43,1	16,5	18,3	3,7	4,7	4,6
R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (marchandises)	7 364	80,2	11,0	5,8	0,3	1,3	3,5

Les ressources et emplois en activités culturelles et de loisir marchandes



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

SZ : Autres activités de services marchands

Faible croissance dans les services personnels marchands en 2024

La production de la branche des autres activités de services, hors secteur associatif, croît de 1,3 % en volume, et atteint 34,2 milliards d'euros en 2024. Cette croissance s'affaiblit chaque année depuis 2021. Les prix de production augmentent de 2,7 % en 2024, revenant à la hausse de 2022, après un léger pic en 2023. La consommation finale totale de cette branche augmente de 2,7 % en volume, soit un demi-point de plus qu'en 2023.

La production de la **réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** (un tiers de celle des autres activités de services) décroît de 2,1 % en volume en 2024, mettant un terme à une croissance régulière depuis 2020. L'activité reste cependant nettement supérieure à son niveau pré-covid. Alors que la consommation intermédiaire des entreprises et des administrations décroît en volume (-3,6 %) en 2024, la consommation des ménages progresse faiblement (+0,3 % en volume). Les prix de la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques croissent globalement de 3,3 %, soit la plus forte inflation depuis 2020. Les prix adressés aux entreprises augmentent de 3,5 %, après une baisse en 2023. Ceux destinés aux ménages ralentissent à + 2,1 %, en lien avec le développement du bonus réparation. Depuis le 1er janvier 2024, 24 nouveaux équipements sont éligibles au bonus réparation¹⁸, et 5 voient le montant du bonus doubler (téléviseur, lave-linge, lave-vaisselle sèche-linge, aspirateur). Pour d'autres produits, le bonus progresse de 5 euros, et le montant plancher de dépenses éligibles est abaissé. Selon le syndicat professionnel du Gifam¹⁹ (Groupement industriel Français d'appareils ménagers), le nombre de réparations serait passé de 181 000 en 2023 à 715 000 en 2024, et le bonus global de 4,4 à 25,4 millions d'euros.

Les **autres services personnels** poursuivent leur croissance en volume (+3,0 % en 2024 après + 2,7 % en 2023). La consommation des ménages progresse de 3,1 % en volume. En revanche, la demande des entreprises n'augmente que de 1,6 % en volume, soit moitié moins que la croissance de la production. Le solde des échanges extérieurs croît de 5,7 % et atteint 1,3 milliard d'euros, se rapprochant ainsi de sa valeur de 2019. Chaque année, l'inflation de cette branche est supérieure à celle des services marchands. Depuis 2019, les prix ont augmenté de 14,3 %, contre 9,1 % pour l'ensemble des services marchands.

La production de la **blanchisserie-teinturerie** poursuit sa forte croissance en volume depuis 2020, ralentissant cependant (+3,6 % en 2024). La demande des administrations, significative en blanchisserie, est plus dynamique que celle des entreprises. La demande des entreprises et des administrations ne croît ainsi que de 1,8 % en volume. La hausse des prix ralentit (+ 3,6 % après + 5,5 %), mais reste plus élevée

que la moyenne des services. Depuis 2019, les prix ont augmenté de 18,9 %, soit plus du double de l'ensemble des services marchands.

La production de la **coiffure** croît faiblement en volume (+ 0,6 %). Elle ne dépasse son niveau de 2019 que de 0,4 %. Les augmentations de 2021 à 2024 n'ont fait que compenser la chute de 2020. L'essentiel de la demande vient des ménages. La hausse des prix est modérée (+ 2,4 %). Depuis 2019, les prix ont augmenté de 13,1 %.

La production des **soins de beauté** poursuit sa croissance en volume (+2,8 %) mais ralentit depuis 2022. L'activité a augmenté globalement depuis 2019 de 22,0 %, soit 3,8 points de plus que l'ensemble des services marchands. Les prix augmentent de 1,4 % en 2024, soit la plus faible hausse parmi les activités des « Autres services personnels ». Toutefois, depuis 2019, les prix ont augmenté de 8,3 %, ce qui est proche de la moyenne des services marchands.

La production des **services funéraires** décroît en volume de 1,7 %, repli plus accentué que l'année précédente. La consommation des ménages baisse depuis deux ans. Cependant, son évolution en volume depuis 2019 est proche de celle des services marchands (autour de 10 %). Le nombre de décès²⁰ augmente légèrement en 2024 de 0,6 %. L'augmentation des prix est forte (+ 4,3 %), similaire à celle de 2023, et très supérieure à l'inflation moyenne dans les services marchands.

Les **services personnels divers** sont constitués pour une part importante par les soins non vétérinaires aux animaux de compagnie, puis par l'astrologie, généalogie, psychologie sans thérapie, exploitation de machines fonctionnant avec des pièces de monnaie (dont photomaton), tatouage et perçage corporel, les agences matrimoniales, les soins du corps. Leur production continue de croître fortement en volume (+ 9,8 %). Selon la fédération Facco²¹, le nombre total d'animaux de compagnie (chiens, chats, oiseaux, poissons, notamment) progresserait ces dernières années, ce qui expliquerait la croissance de leurs soins d'agrément. La consommation des ménages est soutenue, et augmente de 32,6 % en volume depuis 2019. La hausse des prix s'établit à + 1,8 %, beaucoup plus faible que les deux années précédentes. Les prix augmentent de 20,7 % depuis 2019, soit plus du double de ceux des services marchands.

¹⁸<https://www.economie.gouv.fr/particuliers/bonus-reparation-comment-ca-marche>

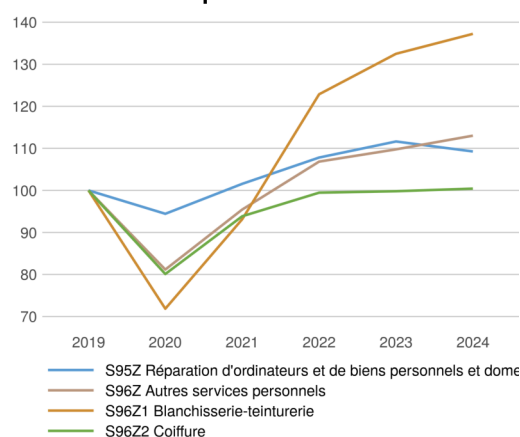
¹⁹https://actu.fr/planete/solutions/bonus-reparation-enorme-succes-pour-l-aide-de-l-etat-en-2024-malgre-une-penurie-de-reparateurs_62127726.html

²⁰<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/000436394>

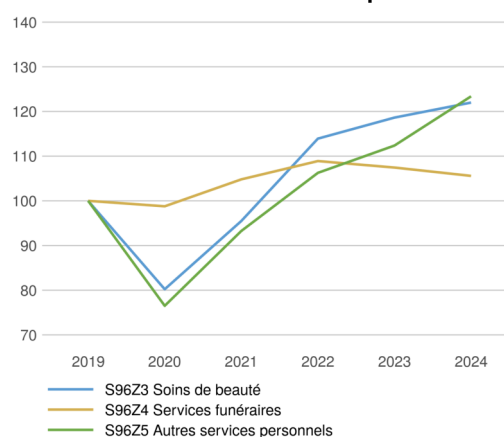
²¹Fédération Facco, Fédération des Fabricants d'Aliments pour Chiens, Chats, Oiseaux et autres animaux familiers : <https://www.facco.fr/chiffres-cles/les-chiffres-de-la-population-animale>

Production en volume des autres services personnels marchands (indice 100 en 2019)

Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, autres services personnels



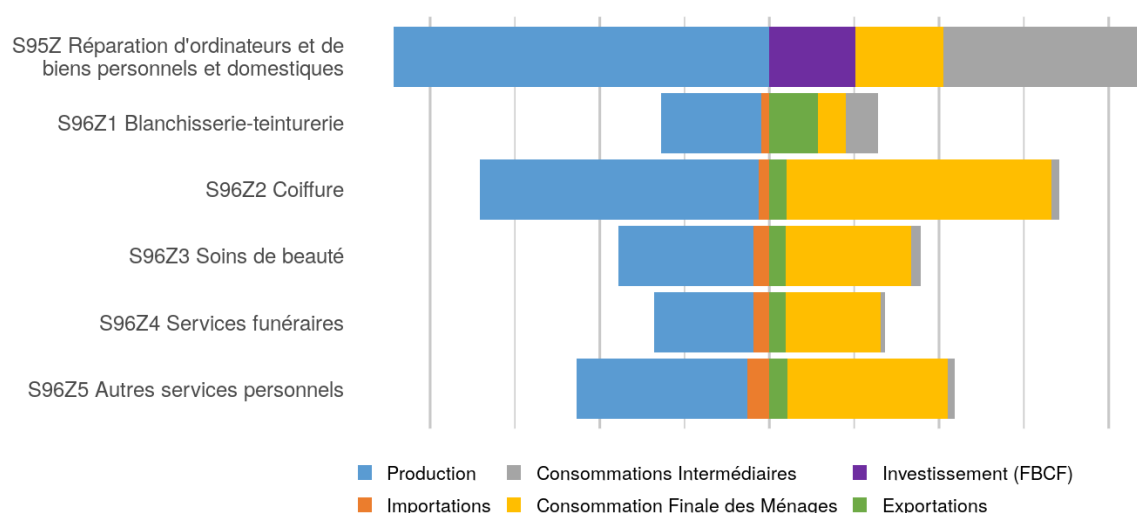
Coiffure, soins de beauté, services funéraires et autres services personnels



La production d'autres services personnels

		Montant 2024	Evolution en volume (%)			Evolution en prix (%)		
		(en million €)	2022	2023	2024	2022	2023	2024
S95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	11 063	6,2	3,5	-2,1	2,0	0,9	3,3
S96Z	Autres services personnels	23 136	11,9	2,7	3,0	3,0	4,4	2,5
S96Z1	Blanchisserie-teinturerie	2 955	31,9	7,8	3,6	4,0	5,5	3,6
S96Z2	Coiffure	8 221	6,0	0,3	0,6	1,5	3,5	2,4
S96Z3	Soins de beauté	3 985	19,3	4,1	2,8	0,9	2,5	1,4
S96Z4	Services funéraires	2 922	3,9	-1,3	-1,7	1,9	4,5	4,3
S96Z5	Autres services personnels	5 054	14,0	5,7	9,8	8,1	6,8	1,8

Les ressources et emplois des autres services personnels marchands



Lecture : Seules les principales composantes sont représentées, la consommation finale représentée ici est la consommation finale des ménages.

Source de l'ensemble des figures : Insee, comptes des services, base 2020

Annexe 1 : Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des services

Comme tous les ans, les résultats publiés l'année précédente sont actualisés avec les dernières informations disponibles : le compte 2022 définitif se substitue au compte semi-définitif 2022 et le compte semi-définitif 2023 remplace le code provisoire 2023. Les principales révisions sont présentées dans cette annexe.

1. Production des branches de services marchands

Le compte 2022 définitif intègre les données structurelles d'entreprises (source Esane) définitives. La production totale des branches des services marchands est revue à la hausse de 4,1 milliards d'euros en valeur (figure 1). Son évolution en volume s'accroît de 0,3 point et son évolution en prix est quasiment inchangée. En 2022, les principales révisions à la hausse en volume de la production concernent les arts, spectacles et activités récréatives, les activités immobilières et les autres activités de services marchands. A l'inverse, la production est révisée à la baisse dans les branches

télécommunications, services informatiques et d'information de l'édition, production audiovisuelle et diffusion et autres activités scientifiques et techniques.

Dans le compte 2023 semi-définitif, l'indice de prix et l'évolution en volume sont légèrement révisés à la hausse (+0,1 point). Les principales révisions en volume portent à la hausse sur la production des autres activités scientifiques et techniques et des arts, spectacles et activités récréatives et à la baisse sur les télécommunications, services informatiques et d'information. L'évolution des prix de cette branche est également révisée significativement à la hausse.

Figure 1 : Production des branches des services

	2022			2023		
	Valeur	Evolution volume	Evolution prix	Valeur	Evolution volume	Evolution prix
Nouvelles series (2022 def, 2023 sd)	1 519,7	9,6	2,6	1 620,5	3,7	2,8
Anciennes series (2022 sd, 2023 prov)	1 515,6	9,3	2,6	1 611,9	3,6	2,7

Les niveaux sont en milliards d'euros et les évolutions en %.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Figure 2 : Production des branches des services (détail)

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions)	
	2022		2023		2022	2023
	Volume	Prix	Volume	Prix	Valeur	Valeur
Ensemble	0,3	0,0	0,1	0,1	4 082	8 535
Hébergement - restauration	0,7	-0,2	0,5	0,0	434	1 188
Édition, production audiovisuelle et diffusion	-1,1	-0,1	0,7	-0,1	-720	-379
Télécommunications, Services informatiques et d'information	-1,1	-0,0	-1,2	0,6	-2 175	-3 487
Activités Immobilières	1,4	-0,0	-0,3	0,1	5 285	4 679
Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	0,3	-0,0	0,4	0,0	625	1 942
Autres activités scientifiques et techniques	-1,7	0,0	6,9	-0,2	-696	2 328
Activités administratives et de soutien	0,2	0,4	-0,0	0,1	1 537	1 752
Arts, spectacles et activités récréatives	3,6	0,2	1,4	0,2	780	1 367
Autres activités de services marchands	1,3	-0,0	0,1	-0,0	373	412

Note de lecture : La production de la branche hébergement et restauration a révisé de +0,7 points en volume et de -0,2 point en prix entre le compte semi-définitif 2022 et le compte définitif 2022.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

2. Équilibre Ressources-Emploi des Services

Dans le compte 2022 définitif, l'évolution des investissements est fortement révisée à la baisse (-2,1 points), tandis que celle de la consommation intermédiaire est révisée à la hausse (+0,9 points) (figure 3). Au total, la révision des évolutions du marché intérieur est limitée (+0,3 point).

Dans le compte 2023 semi-définitif, l'évolution des exportations est révisée à la hausse pour tenir compte des données définitives de la Balance des paiements (+1,9 point). A l'inverse, celles de la consommation finale et de l'investissement sont révisées à la baisse (respectivement -0,6 et -0,4 point).

3. Valeur ajoutée des branches des services

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie.

Les révisions de la valeur ajoutée découlent donc des modifications opérées sur l'ensemble des branches entre deux versions de comptes. Les plus fortes révisions sont enregistrées à la hausse pour l'hébergement-restauration et les arts, spectacles et activités récréatives. Les révisions à la hausse de la production se répercutent en effet très fortement sur la valeur ajoutée lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de révisions de même ampleur des consommations intermédiaires.

Figure 3 : Équilibre Ressources-Emplois des Services

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions)	
	2022		2023		2022	2023
	Volume	Prix	Volume	Prix	Valeur	Valeur
Production branche prix de base	0,3	0,0	0,1	0,1	4 403	8 848
Production produit prix de base	0,3	0,0	0,1	0,1	4 082	8 535
Importations	0,2	-0,0	0,0	0,1	150	271
Total des ressources	0,3	0,0	0,1	0,1	4 469	9 067
Consommation intermédiaire	0,9	0,1	0,2	0,0	7 522	10 471
Consommation finale	0,2	-0,0	-0,6	0,3	998	-439
Formation brute de capital fixe (Investissement)	-2,1	-0,0	-0,4	-0,0	-3 617	-4 406
Exportations	-0,4	0,1	1,9	0,0	-411	2 179
Total des emplois	0,3	0,0	0,1	0,1	4 469	9 067
dont marché intérieur	0,3	0,0	-0,1	0,1	4 902	5 626

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Le total des emplois tient compte des impôts sur les produits (hors TVA) et des subventions sur les produits. Le total des ressources tient compte des variations de stocks.

Figure 4 : Valeur ajoutée des branches des services (détail)

	Révision des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions)	
	2022		2023		2022	2023
	Volume	Prix	Volume	Prix	Valeur	Valeur
Ensemble	1,5	1,4	0,3	-0,6	23 215	23 116
Hébergement - restauration	30,5	8,1	1,3	-1,4	13 440	14 893
Édition, production audiovisuelle et diffusion	4,1	2,1	0,5	-1,4	1 510	1 333
Télécommunications, Services informatiques et d'information	0,0	1,2	-1,1	1,3	1 282	1 669
Activités Immobilières	0,2	0,0	-0,0	-0,6	772	-1 422
Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	-0,4	1,7	0,4	-0,4	1 724	1 802
Autres activités scientifiques et techniques	1,6	3,0	5,9	-1,2	793	1 681
Activités administratives et de soutien	-1,1	1,9	0,0	-0,5	1 095	495
Arts, spectacles et activités récréatives	36,8	6,9	1,9	-0,8	3 084	3 476
Autres activités de services marchands	4,5	1,1	-0,2	-0,7	866	767

Les niveaux sont en millions d'euros et les évolutions en points de pourcentage.

Source : Insee, comptes des services, base 2020

Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands couverts par ce rapport

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale				Nomenclature officielle détaillée
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138 Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2			
I Hébergement et restauration	IZ	55	I55Z	Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	
					I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	
					I55Z3 Hébergements divers	55.9	
		56	I56Z	Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile	56.1	
					I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration	56.2	
J Information et communication	JA Edition, audiovisuel et diffusion	58	J58Z	Édition	I56Z3 Services des débits de boissons	56.3	
					J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	
		59	J59Z	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale	J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.29	
					J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	59.11, 59.12	
					J59Z2 Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	59.13, 59.14	
	60	J60M	Programmation et diffusion (marchand) (1)	J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.2		
				J60M1 Radiodiffusion (marchand)	60.1		
	JB Activités informatiques et services d'information	62	J62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J60M2 Programmation de télévision et télédiffusion (marchand)	60.2	
					J61Z0 Télécommunications	61.	
					J62Z0 Programmation, conseil et autres activités informatiques	62.	
					63	J63Z	Services d'information
J63Z2 Autres services d'information	63.9						
L Activités immobilières	LZ	68	L68A L68R L68I	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	
					L68A2 Agences immobilières	68.31	
					L68A3 Administration de biens immobiliers	68.32	
					L68R1 Location de logements (loyers réels)	68.20A	
					L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	
					L68I0 Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	MA Activités juridiques, comptables de gestion, d'architecture d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69	M69Z	Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques	69.1	
					M69Z2 Activités comptables	69.2	
		70	M70Z	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux	70.1	
					M70Z2 Conseil de gestion	70.2	
		71	M71Z	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie	71.1	
					M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	
		MB	72	M72M	Recherche-développement scientifique marchande (1)	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72.
						M73Z1 Activités des agences de publicité	73.11
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z	Publicité et études de marché	M73Z2 Régie publicitaire de médias	73.12	
					M73Z3 Études de marché et sondages	73.2	
					M74Z1 Activités spécialisées de design	74.1	
		74	M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z2 Activités photographiques	74.2	
					M74Z3 Traduction et interprétation	74.3	
					M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.9	
					75	M75Z	Activités vétérinaires

(1) Il existe pour ces services des activités non marchandes (J60N, M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ du rapport

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale		
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138 Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Nomenclature officielle détaillée
N activités de services administratifs et de soutien	NZ	77	N77Z Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1
				N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2
				N77Z3 Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens	77.3
				N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soumises à copyright	77.4
		78	N78Z Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78.
		79	N79Z Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1
				N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.9
		80	N80Z Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80.
		81	N81Z Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81.
		82	N82Z Activités administratives	N82Z1 Activités administratives	82.1
				N82Z2 Activités de centres d'appels	82.2
				N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès	82.3
				N82Z4 Activités de soutien aux entreprises diverses	82.9
R Arts, spectacles et activités récréatives	RZ	90	R90M Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes (1)	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	90.
		91	R91M Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes(1)	R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91.
		92	R92Z Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92.
		93	R93M Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (1)	R93M1 Activités liées au sport marchandes	93.1
S Autres activités de services	SZ			R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.2
		94	S94M Activités des organisations associatives marchandes	S94M0 Activités des organisations associatives marchandes	94.
		95	S95Z Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95.
				S96Z1 Blanchisserie-teinturerie	96.01
		96	S96Z Autres services personnels	S96Z2 Coiffure	96.02A
				S96Z3 Soins de beauté	96.02B
				S96Z4 Services funéraires	96.03
				S96Z5 Services personnels divers	96.04, 96.09
T Activités des ménages	TZ	97	T97Z Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97.
		98	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98.

(1) Il existe pour ces services des activités non marchandes (J60N, M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ du rapport